

VISAGES DE LA HONGRIE VUS DE FRANCE
Actes du colloque organisé par l'Université Paris IV-Sorbonne



INTRODUCTION

Visages de la Hongrie

Depuis 1995, l'université de Paris IV-Sorbonne organise chaque année un colloque international consacré aux études hongroises. Les deux premiers colloques avaient pour titre *La Hongrie et l'Europe*, et leur approche était interdisciplinaire : des communications touchant l'histoire, l'économie, la littérature, le droit et la politologie y ont été présentés. Parmi les participants, je mentionnerai les noms de Jean Bérenger (Paris IV), Chantal Delsol (Marne-la-Vallée), Xavier Richet (Paris III), Bertrand Boiron (Paris III), Péter Kovács (Miskolc), Mihály Szegedy-Maszák (Budapest-Bloomington), François Thual (École de Guerre) et Alain Lance (Maison des Écrivains).

Les deux années suivantes, nous avons élargi le domaine traité, sous le titre *La Hongrie, l'Europe et l'Europe centrale* et les participants ont étudié la problématique liée aux rapports entre ces trois entités. Trois collègues parisiens, Maria Delaperrière (INALCO), pour le polonais, Xavier Galmiche (Paris IV), pour le tchèque, et Paul-Louis Thomas (Paris IV), pour le serbo-croate, se sont joints à nous, pour mener une réflexion sur la réception de leurs domaines respectifs en France. Outre les participants présents presque tous les ans, nous avons pu entendre les communications du professeur Éva Martonyi (Université Pázmány de Piliscsaba), de l'historien Georges Castellan (INALCO), de l'économiste Dominique Redor (Lille II), ainsi que celles de l'ancien Premier ministre Raymond Barre, de l'ancien ministre Jacques Godfrain et de l'ambassadeur de la Hongrie auprès de l'OCDE László Balogh.

Le colloque organisé en Sorbonne en mars 2000 a conservé une approche interdisciplinaire, histoire, économie, littérature, politologie. L'angle d'approche était, cette fois-ci, légèrement différent, les participants cherchant à définir les contours du visage (ou des visages) de la Hongrie, comme ils apparaissent dans les différents domaines abordés et, éventuellement, en différents lieux. Le terme de *visage* est emprunté ici au philosophe Emmanuel Lévinas qui l'utilise (comme j'essaie de le montrer dans ma communication) au sens d'expression de l'essentiel, expression non soumise aux phénomènes éphémères ou, pour utiliser le vocabulaire des économistes, au conjoncturel. Ainsi, l'ambassadeur de Hongrie auprès de l'OCDE László Balogh, l'ancien ministre Béla Kádár, ainsi que le directeur du CIEH, Xavier Richet, ont analysé l'aspect économique, soit de façon très concrète, soit en l'intégrant dans le développement social et politique. Thomas Szende a présenté, en se penchant sur les changements intervenus depuis une quinzaine d'années, l'état actuel de la langue hongroise ; François Thual nous a montré un visage très personnel, celui d'un Français s'intéressant à la région centre-européenne ; Éva Martonyi a évoqué l'histoire de la *Revue de Hongrie* qui se voulait, précisément, un outil pour modeler le visage du pays. Mihály Szegedy-Maszák nous a présenté une lecture, à la française, d'un roman de Márai, c'est-à-dire en utilisant la méthode de Paul Ricœur, tandis que Paul-Louis Thomas a choisi un angle bien intéressant en analysant une pièce comique serbe du XIX^{ème} siècle ayant pour sujet

le comportement des habitants serbes et hongrois de la ville d'Újvidék-Novi Sad durant la révolution de 1848.

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs une partie des communications présentées au colloque et qui en font apparaître fidèlement le fil conducteur.

János SZÁVAI

Visages de la Hongrie à travers la Nouvelle Revue de Hongrie (1932-1943)

Que veut la Nouvelle Revue de Hongrie ? C'est la question que l'on peut lire au verso de plusieurs numéros de cette revue, éditée à Budapest, en français, fondée et financée au début par un grand ami de notre pays, un ancien ambassadeur de la France en Hongrie. Or, des revues en langues étrangères, en l'occurrence en français, ceci n'est pas une chose si rare en elle-même, mais celle-ci fait exception, dans la mesure où la revue se maintient pendant plusieurs dizaines d'années et même pendant la deuxième guerre mondiale. Son but inavoué est de contrebalancer l'influence germanique, en offrant – entre autres – des visages de la Hongrie. Ce sont donc ces images que nous allons maintenant observer à l'aide de quelques citations, prises dans les numéros choisis de la revue. La tentation de prendre les citations est d'autant plus forte que les textes, le style, le langage sont bien caractéristiques de l'époque en question et que les articles se présentent comme porteurs d'une *idéologie*, ou plutôt d'un système d'idées. Ils représentent sans doute *la* ou *les* prises de position d'un certain nombre d'intellectuels hongrois de l'époque.

Que veut la Nouvelle Revue de Hongrie ?

„Au milieu de l'Europe vit une nation de douze millions d'hommes qui, suivant l'expression imagée de l'un de ses plus éminents amis français, est muette. Muette, parce que sa langue – une langue riche en nuances, en beautés, en force expressive – est incompréhensible à tous ceux qui ne l'ont pas approfondie. Les langues indo-européennes ne sont d'aucun secours à qui la veut comprendre, elle reste aussi mystérieuse pour ceux qui en abordent l'étude avec la connaissance de l'un, ou même de chacun, des grands idiomes européens.”

En cette Europe ancienne, la barrière de la langue se présente donc comme un obstacle sérieux. Pour comprendre une nation, un peuple, il faut maîtriser sa langue. Voici le lieu commun de longue date qui ne disparaîtra pas totalement, même avec l'utilisation parallèle et quasi naturelle d'une douzaine de langues officielles de l'Union Européenne cinquante années plus tard. Que faire alors, pour que cette nation ne reste pas muette ? *Faire usage de l'universalité de la langue française* – c'est une réalité et point un rêve chimérique à l'époque en question, longtemps avant que la francophonie officialisée ne fasse d'énormes efforts pour gagner du terrain ou au moins garder ses forteresses menacées par d'autres *linguas francas* du monde moderne, l'anglais en l'occurrence.

L'universalité de la langue française, cette belle formule remontant au XVIII^e siècle, marque effectivement une époque où pratiquement toute l'Europe est à l'heure française. Ceci était valable non seulement pour le bon style et le bon goût,

mais aussi pour les idées des philosophes et d'autres habitants actifs de la *république des lettres* qui circulent à travers les pays.

Faire connaître cette nation

Faire connaître cette nation dont le monde extérieur n'entend pas la voix, nation extrêmement intéressante cependant, avec son grand passé et sa vie aux multiples aspects : tel est le but de la NRH. De l'universalité de la langue française, le peuple hongrois est en droit d'espérer la compréhension des problèmes nationaux qui se posent pour lui. Cet îlot isolé linguistiquement, la NRH se propose de le rendre accessible de tous côtés. Au près de la grande politique, elle réserve une place dans ses colonnes à la vie économique et sociale, artistique et scientifique de la nation. Elle compte parmi ses collaborateurs les plus hautes autorités dans tous les domaines de la vie hongroise, les représentants de tous les partis et de toutes les opinions, écrivains, savants, artistes, représentants de la vie politique. Pour être le miroir de la vie nationale, il faut que la NRH soit éclectique.

Et en effet, la palette des collaborateurs est assez riche en couleurs. Non seulement à cause de leur grand nombre, mais aussi et surtout à cause de la variété des noms. Des hommes politiques de tous bords et des savants de toutes les orientations publient des articles dans la revue. Certains parmi eux sont déjà à la fin de leur carrière au moment de la parution de leurs articles dans la revue, il est donc possible de les juger et évaluer par rapport aux grandes tendances politiques, aux grands choix qui se présentaient devant eux à l'époque. Certains, par contre, sont plutôt jeunes et leur itinéraire sera peut-être plus sinueux par la suite, avec les grands changements qui surviendront à la fin de la seconde guerre mondiale. La Hongrie connaîtra d'abord un régime démocratique éphémère, puis la vie continuera à l'ombre de l'occupant de plus en plus puissant et de plus en plus sûr de sa force, jusqu'à l'installation du régime totalitaire. Ainsi, certaines règles du jeu devaient être respectées, parfois pour pouvoir survivre sur place, ou alors en choisissant l'émigration. Il serait trop long et trop fastidieux de donner une liste complète des collaborateurs hongrois de la revue, il suffira peut-être d'en donner quelques exemples. Parmi les hommes de lettres : M. Babits, Gy. Illyés, M. Benedek, P. Rónai, I. Sőtér, etc.¹

Pour ce qui est des collaborateurs venant des pays étrangers, la liste en est non moins intéressante. On remarquera quelques présences, mais aussi quelques absences. Voici les noms des collaborateurs étrangers : Ferdinand Ramuz, Denis de Rougemont, Paul Valéry, Salvador de Madariaga, Nicolae Iorga, R. de Dampierre, Jules Romains, Guy de Pourtalès, etc.

Enfin, la liste des éditeurs et des membres du comité de rédaction comprend également quelques noms illustres de la vie politique et intellectuelle et témoigne de la vigueur de la revue, de sa capacité d'attirer un groupe considérable des meilleures têtes de l'époque.

¹ Dans les citations et références nous avons retenu les prénoms francisés de la version originale des textes.

Persuasion et vérité

La NRH n'est pas un organe de propagande, et si par propagande on entend le désir d'influencer, rien n'est plus loin de ses intentions que la propagande. Sa seule arme est celle de la persuasion, sa seule norme la vérité.

Belles paroles, beau programme, sans doute. Mais peut-on réaliser un tel but ? Et, surtout, pendant une époque où toutes les paroles risquent d'être falsifiées, où la parole peut même tuer, entraîner les répressions, où la liberté reste pour quelques-uns une vision chimérique ? Ou alors, peut-on garder son innocence et cette innocence ne provient-elle pas de l'ignorance ? Autant de questions que le lecteur d'aujourd'hui peut se poser en lisant ces lignes et auxquelles il ne trouve pas forcément une réponse univoque.

Au-delà des frontières géopolitiques

A côté de ces buts nationaux, cette revue se propose aussi des buts d'ordre international.

Ses colonnes sont ouvertes aux publicistes éminents des nations étrangères, aux Français comme aux représentants de chaque peuple sans exception. La NRH désire laisser la parole aux hommes les plus autorisés pour présenter sous leur véritable jour les problèmes centre-européens. Elle veut en effet porter ses regards bien au-delà des frontières géopolitiques du peuple hongrois. Outre l'Europe centrale, les Balkans l'intéressent particulièrement et elle s'efforce de procurer à ses lecteurs le bénéfice d'un service d'informations fidèles sur chacun des États balkaniques.²

L'histoire de la revue

L'histoire de la revue est brièvement retracée par Béla Zolnay. Professeur à l'Université de Kolozsvár, vice-président de la Société de la Nouvelle Revue de Hongrie, il a fait paraître en avril 1943, dans la rubrique "chronique du mois", un article intitulé *Dix années de Nouvelle Revue de Hongrie*. (1943. IV, 296-300)

En jetant un coup d'oeil rétrospectif sur les dix dernières années de la NRH (1932-1942), deux questions viennent à l'esprit : que signifie pour la France, pour l'esprit français la pensée hongroise et quel est, dans le développement des rapports franco-hongrois, le rôle de cette revue, paraissant à Budapest depuis plus de trente ans ?(296)

La Revue de Hongrie, prédécesseur de la Nouvelle Revue de Hongrie, fut fondée en 1908. La Nouvelle fut éditée par la Société de la NRH, fondée en 1931. Le président en était le comte Albert Apponyi, le co-président Etienne Bethlen, le président du comité de rédaction le comte Paul Teleky. Au fur et à mesure, avec les décès et les changements de fonctions, quelques modifications se feront remarquer,

² Ce texte a été relevé dans le numéro de juin 1943.

et on verra parmi les responsables de la Société de la NRH le comte Maurice Esterházy, le baron B. Láng, tandis que Georges Ottlik et Joseph Balogh figureront parmi les collaborateurs sous des titres différents. A. Eckhardt sera remplacé par B. Zolnai, tous les deux professeurs d'université et représentants illustres des études de français dans le pays. Parmi les membres de la Société on retient les noms suivants : A. Berzeviczy, G. Birkás, Z. Gombocz, J. Hankiss, Zs. Harsányi, V. Hóman, D. Kosztolányi, L. Ravasz, J. Szekfű, L. Zilahy et beaucoup d'autres. En 1942, la Société compte 86 membres. (Pour ces données cf. *l'Index alphabétique et analytique de la NRH*, édité en 1943)

L'objectif de la revue est double : d'un côté faire connaître la culture, la littérature hongroises, mais aussi la situation politique et économique du pays à l'étranger, d'un autre côté introduire l'esprit français en Hongrie. Ainsi, de nombreuses études ont été consacrées à l'influence française en Hongrie, mais nous connaissons aussi l'aspect réciproque, les études portant sur la présence des Hongrois en France, à travers les siècles.

Zolnai, en retraçant l'histoire de la revue, insiste surtout sur les relations franco-hongroises à travers les siècles. Il commence son aperçu historique par l'évocation des étapes importantes de ces relations, des rapports historiques, culturels et politiques. Il évoque brièvement tous les événements importants, les plus beaux moments des rapports entre les deux pays, en formulant des phrases comme celles-ci : *La Hongrie est ce lointain pays féérique d'où les rois de France ramènent des épouses, ou alors: Mais l'amour du combat que les chansons de geste attestent dans de nombreux passages et les luttes menées pour la défense de la chrétienté sont l'autre trait caractéristique des Hongrois passé dans la conscience de l'Europe.* (297) Ou un troisième exemple : *Le vocabulaire français s'enrichit à cette époque (voire à l'époque où le prince Rákóczi séjourne en France) des mots hongrois : le housard, le coche, le sabre, le hongroyeur, le point de Hongrie, le shako, le dolman, l'eau de la reine de Hongrie qui perpétuent dans la vie française l'excellence de l'industrie et de l'art militaire. Parmi tous les petits peuples de l'Europe, seuls les Hongrois peuvent s'enorgueillir d'avoir fourni aux autres pays leurs termes techniques.* (297)

Les épisodes problématiques des relations franco-hongroises sont écartés, l'auteur se contente de dire à la fin de cet aperçu succinct : *Encore un fait digne de mention : la révision du traité de Trianon fut sollicitée en France par toute une littérature.* (!) (298)

Pour compléter ce tour d'horizon, l'art poétique de la revue comprend également la recherche *de la trace de l'influence et de la présence de la culture hongroise millénaire en France*, pour remplir son devoir, promouvoir le rapprochement intellectuel et la bonne entente franco-hongroise. (298)

En passant en revue les noms des collaborateurs français et européens, il est vraiment étonnant de voir la liste de tous ceux qui avaient accepté de proposer des articles sur les questions politiques, historiques et culturelles dans le contexte de leur pays ou dans le contexte européen.

La rédaction prend soin de mentionner le retentissement des contributions, en citant les périodiques qui ont réagi, d'une façon ou d'une autre, à quelques-uns des articles publiés. D'habitude c'est sur le verso de la page de couverture que l'on peut lire que tel ou tel article fut spécialement remarqué par la presse française, ou autre.

Les problèmes techniques de l'édition – imprimerie, fabrication, mise en pages, traduction, distribution, abonnements et publicité – sont résolus d'une façon exemplaire. En feuilletant les numéros des années 1940 on peut constater la mauvaise qualité du papier et ce n'est pas pour rien que plusieurs articles mentionnent la pénurie du papier qui se fait sentir dans plusieurs pays européens à cette époque-là. Par contre, le lecteur d'aujourd'hui est étonné de la bonne qualité du texte. Un style français impeccable, pas la moindre faute typographique, la mise en pages bien soignée caractérisent la revue. Pour ce qui est de la version française des textes des auteurs hongrois, nous avons la réponse dans le numéro de novembre 1943 – sous la forme de la nécrologie d' Henri Ancel.

Cette page non signée évoque la figure de ce Français, rédacteur adjoint de la revue depuis sa fondation nouvelle en 1932. On rappelle son activité infatigable, son travail *probe et excellent* – car de l'idée hongroise un chemin très long et très compliqué mène à l'idée et à l'expression françaises d'une logique et d'une syntaxe absolument différentes. Il faut pour ainsi dire disséquer et analyser tout d'abord la phrase hongroise pour pouvoir ensuite, avec l'équivalent français des mots hongrois, reconstruire une nouvelle phrase véritablement française. (1943. XI, 404)

D'ailleurs, certaines difficultés du passage du hongrois au français seront évoquées dans le même numéro par Géza Laczkó, romancier et rédacteur au quotidien *Pest*, dans son article consacré à la publication du dictionnaire franco-hongrois d'Aurélien Sauvageot. L'auteur, à l'aide d'exemples nombreux et variés, illustre les difficultés, et il insiste sur les différences, les solutions proposées par les lexicologues, prédécesseurs de Sauvageot, etc. Son article a pour titre : *Traduction française, traduction hongroise*. (375-385) En voici la conclusion :

Le dictionnaire de Sauvageot dépasse en somme de beaucoup les tentatives antérieures : il est excellent non seulement comme dictionnaire français-hongrois, mais il est une des oeuvres les plus éminentes de la lexicologie universelle et encore qu'il ait besoin dans certains endroits de petites corrections ou de suppléments, il a exécuté parfaitement la tâche à peine réalisable de rendre les faits linguistiques du français en hongrois et les faits linguistiques du hongrois en français." (385)

Les prix suivent bien l'inflation. En janvier 1933 la revue est en vente à Paris dans toutes les librairies et dans les kiosques, et dans les librairies des principales grandes villes européennes. Le prix en est 10 Francs français et 3.50 pengő (la monnaie hongroise de l'époque). Une dizaine d'années plus tard le prix de l'abonnement annuel est en France 300 francs, en Hongrie 30 pengős, en Allemagne 26 reichsmarks, en Italie 80 liras et en Suisse 25 francs.

La revue contient des réclames, surtout touristiques, telles que : *Visitez Budapest – La Reine du Danube – Capitale de la Hongrie , la ville des bains au merveilleux site*, etc. Les informations sont fournies par les bureaux de voyages de trois villes : Budapest, Vienne et Venise. D'autres publicités renvoient aux journaux,

par exemple au *Pester Lloyd* qui est le plus ancien quotidien hongrois, au *Nemzeti újság* (Journal national) le quotidien catholique le plus important, à *Uj nemzedék* (Nouvelle génération) le quotidien paraissant à midi avec le tirage le plus fort parmi tous les journaux chrétiens, à la *Képes Krónika* (Chronique illustrée) revue de la vie théâtrale et du film s'adressant aux familles chrétiennes.

(Ces réclames ont été relevées également sur la livraison d'avril 1943)

La Hongrie – passé et présent, rapports avec les autres pays

Après avoir retracé brièvement les faits de la fondation, de la présentation et de l'édition de la revue, dans une troisième partie nous allons présenter quelques articles autour de quelques sujets traités dans la revue et dont l'actualité mérite de retenir notre attention.

La Nouvelle Revue de Hongrie prétend *présenter une véritable petite encyclopédie des connaissances sur la Hongrie*. Dans cette optique l'histoire ancienne du pays est bien évoquée par plusieurs auteurs. Par exemple, c'est Étienne Szabó, archiviste et historien, qui sera l'auteur d'une série d'articles sur la *biographie du peuple hongrois*. Dans ces trois articles, *Le peuplement hongrois au XIe siècle*, *L'État hongrois et les minorités au Moyen Age*, *Le peuplement de la Hongrie du XIIe au XVe siècle*, parus dans les numéros de décembre 1942, avril et mai 1943, l'auteur a entrepris la rédaction d'une biographie du peuple hongrois, une histoire romantique, sans doute bien écrite, dont le but est de mettre en valeur l'ancienneté de notre civilisation, mais surtout le développement démographique, la naissance d'un royaume multi-ethnique.

Toujours dans le sillage de cette remontée vers un passé lointain en vue d'y découvrir les antécédents de notre civilisation actuelle, l'historien André Fischer cherche les traces du christianisme antique sur le Danube. (1943. IX) Dans sa conclusion il insiste sur deux faits importants du point de vue de l'histoire des recherches archéologiques : *D'une part, elles ont conduit à la découverte de nombreux monuments qui démontrent que la religion chrétienne était répandue sur tout le territoire pannonien au IV^e siècle de notre ère. D'autre part, l'analyse archéologique des objets trouvés a été suivie d'une étude synthétique qui a abouti à des résultats précieux concernant l'histoire de l'Église, et qui constitue, sur le terrain de l'histoire de l'art, un travail préliminaire extrêmement utile pour la reconstruction – peut-être prochaine – de l'art pannonien complet suivant les méthodes de la science moderne.* (374)

L'histoire récente est traitée, entre autres, par Etienne Weis, professeur d'Université, sous-secrétaire d'État en retraite. Il publie une série d'articles sous les titres *Les courants de la vie hongroise* comprenant *Le conservatisme en Hongrie* (1942. IV), *La période libérale en Hongrie* et *Le radicalisme en Hongrie* (1942. IX, 131-141). Ces idées se rapprochent de celles de la *Nouvelle Europe*, comme il le déclare, et il brosse un tableau des grands courants politiques tels que le libéralisme, le radicalisme, la démocratie, etc.

Dans son article portant sur le radicalisme il arrive à cette conclusion : *Le parti radical bourgeois (...) sentit qu'il n'avait pas de racines dans le pays. Il toléra*

l'avance des marxistes tout en se rendant clairement compte des événements et bien qu'il fût évident que, des mains des socialistes, le pouvoir allait passer à celles des bolchévistes. Puis vint la sanglante et vile dictature du prolétariat. La Hongrie fut définitivement livrée à l'humiliation et au pillage. Les radicaux bourgeois, en tant qu'initiateurs et incitateurs portent devant le tribunal de l'histoire la responsabilité de ces catastrophes et de la mutilation de Trianon. Ceci explique les raisons pour lesquelles il n'existe pas en Hongrie de radicalisme bourgeois et ne saurait y en avoir à l'avenir, selon toutes probabilités humaines. (141)

Le lecteur d'aujourd'hui peut constater que si les analyses des faits du passé sont pertinentes, l'auteur n'est pas un très bon prophète, car c'est plutôt le contraire qui s'est produit par la suite, après la nouvelle répartition du pouvoir entre les grandes puissances, à savoir l'Amérique et la Russie.

Conformément aux buts de la revue, de nombreux articles sont consacrés aux relations de la Hongrie avec les autres pays de l'Europe centrale et des Balkans. Par exemple, en juin 1943, Ladislav Bolgár, correspondant de la NRH et de l'Agence Télégraphique Hongroise à Sofia, publie une de ses *Lettres de Sofia* (506-509). Il y évoque les mesures de guerre, la réaction de la population, sa sérénité, son optimisme. Là aussi le lecteur d'aujourd'hui ne peut s'empêcher d'y voir une sorte d'avertissement au peuple hongrois. Voilà ce qui nous attend, car l'imminence de la guerre sur la terre natale était inévitable. Une autre lettre de Sofia paraîtra dans le numéro de novembre 1943, où, en décrivant l'attente impassible du peuple bulgare, l'auteur adresse un message en même temps au peuple hongrois. *Il y a dans la conception bulgare quelque chose qui ressemble à une croyance religieuse, la croyance dans la Providence qui ne pourrait abandonner la nation luttant de nouveau pour ses droits et pour son existence. (418)*

Les peuples du Nord (1943. X) figurent aussi bien dans la revue que les Suisses (1942. XI, 1943. II). La Russie (sic!) est représentée par Pierre Galitzin, un exilé russe qui vit en Hongrie et qui publie deux articles, en mai 1942, sous le titre *La tragédie des deux peuples russes* et, en juin 1943, sous le titre *Le mystère de la mort d'Alexandre Ier, Empereur de la Russie. (510-520)*

La Hongrie et l'Europe

L'Europe et la cause européenne représentent un volet également tout à fait intéressant pour le lecteur d'aujourd'hui. *La NRH, radicalement réorganisée pendant la vingt-cinquième année de sa publication, s'adresse à tous les amis de la cause européenne et à tous ceux qui s'intéressent à cette cause.*

Ainsi, notre attention est retenue par un certain nombre d'articles qui évoquent la formation de la conscience européenne, le passé et le présent, puis se lancent dans la construction (imaginaire) d'une future Europe.

Le passé européen est évoqué d'une façon remarquable par le byzantinologue hongrois Jean Balázs, dont l'article paru dans la NRH en février 1942 a été très remarqué en France aussi. Il publie en septembre 1942 un deuxième article sous le titre : *A l'aube de la conscience européenne* (122-130). L'auteur adopte lui aussi l'idée du long passé de la conscience européenne, en remontant dans

le temps et en retraçant une histoire plus que millénaire pour arriver à cette conclusion : *Nous venons de jeter un coup d'oeil rapide sur le processus multiple et obscur qu'on peut nommer la formation de la conscience européenne. Bien que l'Europe eût vu l'existence de plusieurs peuples et civilisations avant l'invasion grecque, l'histoire et l'esprit de l'Europe actuelle ne commencent qu'avec l'entrée en scène de ce peuple. Les navigations aventureuses, les découvertes, les colonisations, les luttes contre les barbares et contre les Perses qui dirigeaient leur attaque de l'intérieur de l'Asie, la fin victorieuse de cette guerre et l'oeuvre pacifique de l'époque postérieure, les résultats extraordinaires de la période attique ne sont que les phases extérieures de la naissance de l'Europe.*

Parallèlement à la formation de la culture grecque, nous assistons également à un autre processus : c'est la formation de la conscience européenne, la cristallisation du génie unique de l'Europe. Cette mentalité s'est assimilée aussi plus tard les marques de la culture romaine et du christianisme pour rester jusqu'à nos jours l'élément fondamental de la culture moderne. Sous l'influence des monuments littéraires, des observations scientifiques, des navigations audacieuses, cette mentalité particulière a pris conscience d'elle-même dans l'esprit du peuple grec menacé des dangers de l'Asie. Existe-t-il de nos jours vocation plus noble que de veiller sans cesse à sa conservation ? (130)

En ce qui concerne l'époque plus récente, il faut remonter aux années 1930 pour trouver des idées de la plus grande envergure sur la formation de la conscience européenne. Gustav Gratz dans son article intitulé *La Hongrie et l'Europe* (1933. II) évoque les problèmes majeurs de la Hongrie et déclare que le pays, toujours sous le choc de Trianon, mais en cherchant sa place dans cette nouvelle Europe, se justifie mais esquisse aussi un avenir. Évidemment, ces questions touchent toujours de près tout le contexte politique et économique des Balkans, des pays voisins de l'Europe centrale. Il serait trop long d'évoquer tous les aspects de cette situation extrêmement compliquée dont la compréhension et l'analyse nourrissent les travaux savants de plusieurs générations d'historiens. Du point de vue de la revue, ce qui est important c'est le fait que tous les grands problèmes sont soulevés et les grands spécialistes interrogés.

C'est également au cours des années trente que nous voyons se dégager quelques orientations idéologiques et une discussion franco-hongroise fort intéressante. *Le monde sans âme* de Daniel Rops (1932. VI, 26-37) et les idées des milieux proches de Maurras et de l'Action française retiennent l'attention des jeunes Hongrois. Le livre de Thierry-Maulnier *Jeune droite* permet aux interlocuteurs hongrois de chercher la "jeune droite" en Hongrie, de réfléchir sur un certain nombre de questions (1932. XI, 353-360).

C'est surtout autour de la figure du comte Albert Apponyi que la revue développe les idées de la politique européenne. Il est l'auteur de plusieurs articles parus dans la Nouvelle Revue de Hongrie : *Introduction au débat* (1932. I, 4.), *Discours tenu à la Conférence du Désarmement* (1932. I, 190), *Que peut-on attendre de la Société des Nations ?* (1932. I, 509.), *Situation nouvelle à la Conférence du Désarmement* (1933. I. 3.), puis d'un article posthume : *La nation hongroise entre l'Orient et l'Occident* (1942. I, 99.). Toute une série d'articles est consacrée à cet homme d'État d'une envergure européenne et peu commune dans le

numéro de mars 1933, au moment de son décès. G. Ottlik intitule le sien *In memoriam*, Pierre Delattre ; un jésuite français, scrute chez le comte A. Apponyi le catholique ; Edouard Herriot rend hommage au comte et de même le marquis de Londonderry. Felix Weingartner évoque les rapports non négligeables du comte A. Apponyi et du monde musical. G. Ottlik évoque surtout le souvenir du grand homme : *A peu d'exceptions près, la presse du monde entier fut unanime à lui reconnaître cette grandeur humaine, cette grandeur d'homme d'État à laquelle très loyalement ses adversaires eux-mêmes ne manquèrent pas de rendre hommage.* C'est d'autant plus significatif qu'après le traité de paix de Trianon, le comte A. Apponyi n'avait jamais cessé de plaider la cause des Hongrois, en exerçant plusieurs fonctions dans le domaine de la politique internationale, y compris à la Société des Nations à Genève. Lors des assemblées il a prononcé ses discours en un français impeccable et cela jusqu'à sa mort, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de 87 ans. Érudite, polyglotte, *ses discours furent, rapporte un témoin, écrivain français de marque, un régala littéraire* (215). Dominant de sa taille même toute assemblée, il fut au-dessus de la mêlée non seulement au sein du parlement hongrois, où, dans l'après-guerre, sa voix était celle de la conscience nationale, mais aussi à l'Assemblée de Genève, où pourtant il luttait de toutes ses forces pour une cause controversée et d'apparence purement nationale. C'est ainsi que sa personne y devint le représentant des grands idéaux humanitaires, car son esprit européen réussit la synthèse naturelle de servir la Hongrie en même temps que les intérêts généraux de la paix et de l'humanité.

D'autres hommes politiques, par exemple Pál Teleki figurent souvent dans la revue. Ce savant et homme politique au destin tragique a publié une demi-douzaine d'articles dans la *Nouvelle Revue de Hongrie : Considérations sur l'évolution de l'Europe* (1932. I, 323), *Avant-propos* (1933. II, 643), *Problèmes du Danube – problèmes de l'Europe* (1934. I, 113), *A propos d'une carte ethnique* (1937. I, 21), etc. Pour lui aussi, c'est la série d'articles publiés au moment de sa mort qui brosse le mieux son portrait et souligne son importance dans le contexte politique. N. Kállay : *L'homme d'État* (1941. I, 387), E. Cholnoky : *Le géographe* (1941. I, 406), A. Rónai : *Le professeur* (1941. I, 424.), A. Sik : *Le scout* (1941. I, 398), la Comtesse E. Zichy-Pallavicini : *L'homme* (1941. I, 398), le comte M. Esterházy : *Le comte Paul Teleki et la NRH* (1941. I, 387), L. Bárdossy : *Le comte P. Teleki dans le sillage du Comte E. Széchenyi* (1942. I, 275).

Le comte Etienne Bethlen figure aussi parmi les auteurs d'articles qui traitent de problèmes d'actualité ayant une portée nationale et européenne. Il publie par exemple *La Hongrie et son problème des minorités* (1933. II, 531), *Tradition et résolution en politique* (1934. I, 180), *L'avenir du bassin danubien et l'Italie* (1937. I, 3), *Du droit de suffrage au scrutin secret* (1938. I, 108)

La question de la Hongrie et de l'Europe est soulevée par Gustave Gratz, ancien ministre des affaires étrangères, dans un article portant ce titre et publié en février 1933. *En ce moment, le sort de l'Europe est incertain. On ignore si la Société des Nations aura une force assez grande et assez durable pour créer avec le temps cet ordre juridique international qui puisse obvier à de nouveaux conflits et dont, à l'heure qu'il est, nous sommes encore trop loin. On ignore si l'Europe ne se divisera pas de nouveau en des groupes d'intérêts opposés dont on entrevoit déjà les contours dans la politique du moment. On ignore comment, le cas échéant, les*

forces seront distribuées entre les groupes ennemis imaginables. On ignore si les complications dont l'apparition peut toujours ébranler la paix européenne, sont encore loin ou près. On ignore lesquels des antagonismes subsistant en Europe pourront être aplanis, lesquels s'accuseront davantage et s'il n'en surgira pas d'autres. (...) (1943. II, 126)

En ce qui concerne l'avenir, l'idée de la reconstruction de l'Europe après la guerre surgit peu à peu. En 1943, Nicolas Hubay, homme de lettres, propose, sous le titre *La paix vue de Genève*, un compte rendu du livre de Léopold Boissier, *Regards vers la paix*. Il constate : *La parole genevoise se fait entendre (...) on peut y voir peut-être la première branche d'olivier. Utopie ? Naïveté ?* La suite des événements ne justifiera pas les idées de l'auteur suisse rapportées par l'écrivain hongrois. Mais au deuxième degré, ce qui nous intéresse, ce sont les éléments choisis par l'auteur du compte rendu. Ce choix en lui-même est déjà significatif et caractérise bien l'état d'esprit des Hongrois de l'époque. L'auteur est par exemple très content de trouver le nom du comte Albert Apponyi, mentionné parmi les plus grands penseurs de l'histoire récente. On évoque le caractère de l'homme européen, à l'esprit européen, *fait de mesure, d'équilibre, de curiosité humaine et d'attachement aux valeurs permanentes. Il a horreur de l'excès, de l'outrance* (349-350). Parmi les idées citées, il est tout à fait normal de trouver celles qui proposent *les justifications*, c'est-à-dire celles qui parlent de notre ère géographique, du bassin du Danube, ou de l'Europe centrale en ces termes : *Les maîtres du monde de demain comprendront-ils que ces peuples deviendront un facteur de paix, si on leur permet d'être eux-mêmes en restant fidèles à leur propre mission ?* (1943. XI, 350)

La Hongrie et les enjeux de la politique européenne sont souvent évoqués dans la revue

Tout est bon pour une propagande positive à propos de la Hongrie. Par exemple, dans le numéro de juin 1943, la rédaction donne un compte rendu assez détaillé d'un numéro du journal anglais *The Times*. Joseph Balogh, secrétaire général de la Société de la NRH, y traite les points principaux, notamment les conditions de la sécurité européenne, la question de l'équilibre, puis il critique *le wilsonisme* et réclame le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ensuite l'auteur passe en revue les positions bien caractéristiques des grandes nations envers les petites. Mais c'est surtout le passage intitulé *l'existence des petites nations dans la perspective hongroise* qui retient notre attention. Sans mentionner le contexte – dont le rappel serait ici trop long – prenons tout simplement une citation, pour illustrer la pratique de la revue.

L'homme politique anglais paraît oublier que, dans le bassin du Danube, un État d'un passé glorieux s'est efforcé pendant mille ans et non sans succès de réunir les petites nations en grandes unités. Il laisse complètement de côté, probablement parce qu'il ne le connaît pas, le grand passé historique des pays et des peuples de la Sainte Couronne hongroise, organisme qui respectait les langues nationales et les droits nationaux, mais qui n'en créait pas moins une unité militaire et économique. Fait plus surprenant encore, il semble ignorer une unité plus grande que le royaume hongrois et qui jouait un rôle plus important dans l'histoire universelle, à savoir

l'empire des Habsbourg, qui a constitué pendant certains siècles de l'âge moderne la meilleure „complexio oppositorum” dans la vallée danubienne et au-delà de cette vallée. Celui qui est versé quelque peu dans les doctrines politiques hongroises du temps précédant le Compromis constatera avec étonnement la ressemblance avec les problèmes qui occupèrent pendant l'absolutisme en Hongrie les meilleures têtes de ce pays. En dehors des projets bien connus de Kossuth et de l'émigration hongroise préconisant une confédération des peuples de l'Europe orientale, il existe une foule de pamphlets, maintenant oubliés, que le baron Joseph Eötvös a écrits en allemand à l'usage de l'étranger et où il cherchait à esquisser les principes directeurs d'un empire fédéraliste. La monarchie danubienne qui se dessinait devant les yeux prophétiques d'Eötvös devait garantir la pleine liberté, l'indépendance et l'égalité de droits à toutes ses nations jusqu'à l'administration décentralisée, et grouper en même temps les peuples qui vivaient ensemble dans l'organisme unique de la puissance militaire et de la vie économique. Le grand empire danubien, pour lequel, il y a quatre-vingts ans, Eötvös a combattu avec une foi profonde et même, ce qui était rare chez lui, avec passion (...) aurait puisé sa force dans le rassemblement des nations particulières sur la base de l'histoire. Le Compromis lui-même créait une espèce de „confédération danubienne”, un ajustement, suivant les idées modernes, du cadre historique de l'indépendance nationale. Au contraire, les nouvelles théories anglaises, tendant à réorganiser l'Europe centrale et orientale, ont l'air de rejeter délibérément le principe historique : aussi le mécanisme qu'elles conseillent est-il nécessairement faible et éphémère. (1943. VI, 453-545)

D'ailleurs, la revue prévoit une série d'articles sur l'histoire des plans fédéralistes en Europe centrale au cours du XIXe siècle. (Peut-être toujours suivant cette logique : le passé peut nous instruire sur le futur à venir.)

Mais la conclusion de Balogh est clairement prophétique : *Avec ou sans bolchévisme, l'impérialisme russe pourrait peser d'une façon non négligeable sur la destinée des petits peuples de l'Europe orientale, si, par hasard, les forces de la Russie n'étaient pas anéanties dans la conflagration générale.* (ibid.)

Littérature, culture, arts et relations franco-hongroises

Après avoir esquissé quelques grandes orientations politiques de la revue, nous passons aux volets culturels, littéraires et artistiques, pour terminer notre aperçu par l'évocation de quelques chapitres sur les relations franco-hongroises.

Un volet important de chaque livraison de la revue est représenté par les traductions des œuvres littéraires hongroises. Il s'agit aussi bien de nouvelles – genre spécialement apte à être publié dans une revue – que de poésie et d'extraits de romans. Ces textes sont souvent accompagnés d'essais critiques, ou alors on se sert des anniversaires, des parutions d'ouvrages importants pour publier des articles qui présentent des chapitres de notre histoire littéraire.

Or, dans le domaine de la littérature, les rapports entre les deux pays sont bien exploités. Un vrai dialogue se dégage, au début des années 1930, sur les nouvelles littératures qui se forment à la suite de la première guerre mondiale, en France et en Hongrie. René Dupuis adresse plusieurs lettres de Paris à la revue, sous

le titre *La littérature d'après-guerre et l'orientation présente du mouvement intellectuel français* (1932. I, 81-85). En mai, Nicolas Kállay répond, en brossant le tableau de la jeune littérature hongroise (1932. V, 408-413). Pour le lecteur d'aujourd'hui, il est intéressant d'observer non seulement les comparaisons des deux littératures, mais aussi les jugements de valeur qui ne s'accordent pas toujours forcément avec ceux de la postérité.

Dans le domaine des relations franco-hongroises, les rapports du baron Eötvös avec la France sont présentés en octobre 1943. L'historien Thomas Lengyelö, dont la revue a publié dans son numéro de septembre 1943 le dernier article d'une série consacrée à *La Hongrie et la confédération danubienne*, brosse, sous le titre *Centralistes hongrois*, un tableau historique du milieu du XIX^e siècle en Hongrie, en mettant l'accent sur la figure de Eötvös. Homme de lettres et homme politique remarquable de cette période de transition entre l'ère des réformes et l'installation d'un système parlementaire moderne en Hongrie, le baron Eötvös est celui qui est allé le plus loin en réclamant la transplantation des institutions françaises dans son pays. Puis l'auteur souligne le fait que Eötvös *ne remarque pas que la royauté bourgeoise de Louis-Philippe portait en elle-même les germes de la destruction, et il ne voyait pas non plus assez clairement que sur le terrain économique et politique de grandes différences séparaient la Hongrie de la France. Louis-Philippe ne pouvait se maintenir au pouvoir qu'avec l'aide de la bourgeoisie riche et cultivée, cette classe possédant assez de puissance et de culture politique. En Hongrie, la bourgeoisie était à un niveau fort bas, c'était la noblesse qui tenait les rênes du gouvernement et la classe moyenne, jouant le rôle principal dans les pays occidentaux, manquait presque entièrement* (1943. X. 268.). Cette explication n'est pas extraordinaire en soi, mais le fait de l'avoir évoquée dans le contexte des relations franco-hongroises, et justement à cette époque-là, est significatif, car elle correspond à une sorte de justification. La Hongrie, bien que moins développée que la France, souhaite en adopter les institutions politiques, le système parlementaire et démocratique, l'égalité de tous devant la loi, le développement culturel et intellectuel, pour pouvoir enfin occuper une place de prestige dans cette Europe qui pourrait être construite après la fin des hostilités qui la secouent pour le moment.

L'évocation du passé est complétée par des sujets d'actualité, toujours dans le contexte des relations franco-hongroises. Ici aussi, nous nous contenterons de l'évocation de quelques exemples. En premier lieu, il faut mentionner l'activité de François Gachot.

Critique d'art, homme de lettres, grand ami des Hongrois et de la Hongrie, Gachot est un fidèle collaborateur de la revue. Il a publié en janvier 1933 un article sur la pensée française et son rayonnement en Hongrie, puis en février de la même année un article intitulé *Pour une défense de l'esprit français*. Contrairement au titre, indiquant une portée plus générale, il s'agit d'une question plus pratique, la distribution du livre, la présence du livre français chez les libraires et l'organisation d'un Institut français, puis l'installation d'un ou de plusieurs lycées français en Hongrie. Toute une discussion se dégage alors, avec la participation des spécialistes des deux pays, et les résultats seront finalement assez positifs : la présence française s'affermir en Hongrie. Par la suite, Gachot publiera régulièrement des critiques

artistiques ; dans le domaine des beaux-arts, de la musique, du théâtre, tous les événements importants seront traités.

Mais c'est également en 1933 que Jules Duveau évoque ses souvenirs de jeunesse, en insistant sur le fait que lui-même, en tant que jeune adolescent, a pris position contre les traités de 1919-1920. *Dans la Hongrie j'aimais un petit peuple solitaire qui maintenait haute la flamme de sa civilisation à un carrefour difficile. Le Slave, le Germain, le Turc pouvaient le vaincre, ils ne l'abattaient pas. Et je souffrais à la pensée qu'entre la Hongrie et la France un profond fossé s'était creusé.* (1933. XII, 1003)

Or, on peut constater qu'après une période plutôt difficile, les relations sont devenues peu à peu plus serrées et plus amicales. Ceci s'est traduit par l'intensification des échanges et par un rapprochement général dans tous les domaines de la vie culturelle et scientifique. Et manifestement la *Nouvelle Revue de Hongrie* a pu déployer une activité très importante dans ce processus de rapprochement. Et, même si on ne peut aller aussi loin dans la construction des rêves utopiques, comme il ressort de la citation suivante, on doit reconnaître que la NRH a rempli ses fonctions et réalisé ses buts. Elle a présenté les divers visages de la Hongrie, multiples et variés, tout en accueillant les autres peuples, francophones ou non, dont la culture et les particularités n'ont pu qu'enrichir celles des Hongrois. Voici donc, pour terminer, l'image utopique formulée par notre écrivain Márai : *Le destin des Hongrois s'est mêlé indissolublement au destin de l'Europe. Car l'Europe ne finit pas exactement là où les frontières géographiques l'indiquent. Sur la carte spirituelle de l'Europe, la Hongrie est encore une partie organique de la culture qui avait créé les formes les plus hautes de la vie collective humaine. (...) Deux nations, selon ma conviction profonde, auront un rôle très important à jouer dans l'Europe nouvelle purifiée par la crise morale et matérielle d'un grand concours général qualificatif : la nation hongroise dans l'Europe du Sud-Est et la nation française en Occident. A l'Est et à l'Ouest, la nouvelle Europe aura certainement besoin de cette force spirituelle d'équilibre, de cette source d'énergie consciente que représente l'esprit hongrois à l'Est et l'esprit français à l'Ouest.* (1943. IV, 377-378)



Les transformations de l'Économie hongroise et le rôle des investissements étrangers¹

Introduction

On se propose, dans cette contribution, de répertorier les facteurs qui ont assuré le succès de la transition économique hongroise et de souligner quelques-uns des problèmes qui demeurent à la veille de l'adhésion à l'Union européenne. La Hongrie a su transformer très rapidement sa structure industrielle ; s'intégrer dans l'économie mondiale, attirer massivement les capitaux étrangers, et, dans certaines régions, notamment Budapest, l'Ouest du pays, redynamiser le tissu industriel. Parmi les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), la Hongrie est celui qui, très rapidement et la première, a reçu le plus d'investissements étrangers ; ceux-ci ont eu un important impact sur l'économie, autant en amont qu'en aval des secteurs dans lesquels ils se sont développés initialement (phénomène d'essaimage). Aujourd'hui des firmes hongroises, à leur tour, investissent à l'extérieur. Ce flux d'investissements, à l'origine du succès de la transition, soulève quelques questions concernant la spécialisation des firmes hongroises, leur dépendance des donneurs d'ordre, leur place dans la division du travail au niveau européen.

1. Une transformation rapide des structures économiques

Dans quelques mois, en mai 2004, la Hongrie va devenir membre de l'Union européenne avec 7 autres anciennes économies socialistes. Au début des années quatre-vingt dix, une sorte de course de vitesse s'est engagée parmi les « pays de tête », la Pologne, la République tchèque et la Hongrie pour savoir qui des trois tenait la corde et remplissait les conditions pour devenir membre le plus rapidement possible. Les 15 et la Commission européenne en ont décidé autrement et ont choisi une solution plus large et plus radicale : accepter un gros paquet de pays en une seule fois, laissant à la porte les « mauvais élèves » (Roumanie, Bulgarie) et en mettant en liste d'attente d'autres pays qui auront vocation à rejoindre un jour l'Union, mais qui sortent d'un long conflit politique et militaire (certaines composantes de l'ex-Yougoslavie, dont la Croatie). Le processus d'adhésion résulte de longues négociations politiques, des efforts réalisés par ces pays candidats à remplir les conditions économiques requises pour supporter le nouvel environnement concurrentiel (« l'acquis communautaire ») induit par l'élargissement (tableau 1).

¹ Le texte que nous publions ici est une variante réactualisée de la communication au colloque de 2001.

Tableau 1 : Les pays candidats des PECO à l'adhésion à l'Union europ., en 2001

Pays	Popula- tion	PIB par habit.	PIB 2001/ 2000 en vol.,%	Secteur privé/ PIB	Part UE/com. extérieur En 2000%	Prix à la consom. %	Taux de chôma ge %	Nbre d'agricult./ popula- tion active en 2000, %
Bulgarie	8.1	7100	4.0	65	51.0	7.4	17.5	25.7
Estonie	1.4	9700	5.4	77	68.5	5.7	13.2	9.5
Hongrie	10.0	11900	3.8	80	70.3	9.2	5.8	7.5
Lettonie	2.4	7400	7.6	72	58.5	2.5	14.2	18.8
Lituanie	3.7	8500	5.9	70	49.9	1.3	15.6	21.0
Pologne	38.6	9100	1.1	70	70.5	5.5	18.2	19.1
R tchèque	10.3	13900	3.6	80	67.4	4.8	8.2	5.5
Roumanie	22.4	5700	5.3	60	62.7	32.9	7.0	40.0
Slovaquie	5.4	11600	3.3	78	55.0	7.3	18.3	8.2
Slovénie	2.0	16300	3.0	60	67.3	8.4	6.9	11.5

Source : Tableaux de l'Économie française, 2002-2003, INSEE

En fait, la Hongrie et les autres pays associés à l'Union ont poursuivi, au cours de la décennie passée une stratégie avec un double objectif : un premier objectif a concerné la restructuration de ces économies (privatisation, création d'institutions et de mécanismes de marché, réorientation des échanges en direction des économies de marché, restructuration et privatisation des entreprises, création de nouvelles activités. Le second objectif a consisté à suivre une série de recommandations et de règles devant permettre à ces économies de se rapprocher des normes européennes dans toute une série de domaines (les 31 chapitres de l'« acquis communautaire »). Une autre remarque intéressante est que les économies en question, notamment les plus avancées, ont suivi des trajectoires spécifiques pour atteindre ce double objectif en recourant à des politiques particulières par exemple en ce qui concerne le mode de privatisation, le développement d'un système bancaire, l'accueil de l'investissement direct étranger, etc.. Les trajectoires convergent, bien sûr, (tous les chemins mènent à Rome....) et aujourd'hui on se trouve en face d'un ensemble relativement homogène avec quand même quelques grandes disparités dans les domaines du revenu par tête (tableau 1), de l'inflation, du taux de chômage, de la part de l'agriculture dans la population active. Le niveau de revenu par tête, au mieux est à la moitié de la moyenne des 15 , un quart pour les pays les moins avancés (Bulgarie, Roumanie).

Les raisons du succès de la transition hongroise peuvent être attribuées à plusieurs facteurs, que l'on retrouve, bien sûr, à des degrés divers, dans d'autres pays. En Hongrie, leur accumulation a joué indéniablement un rôle positif. On retiendra, parmi les facteurs les plus significatifs :

- l'ouverture progressive de l'économie hongroise à l'économie mondiale dès le cours des années soixante-dix. Les responsables économiques, académiques et gouvernementaux, sous l'inspiration des grands économistes hongrois émigrés (Kaldor, Balassa) ont compris l'avantage – en dépit des difficultés – de s'ouvrir et de développer un appareil productif et des spécialisations permettant de produire ou de s'insérer dans le système productif mondial, notamment européen. Cette ouverture, en dépit de blocages périodiques, de reculs partiels n'a jamais été remise en cause (Kornai et Richet, 1986). En outre, elle s'est accompagnée de réformes structurelles et institutionnelles qui ont fait de l'économie hongroise une quasi économie de marché avant le changement de système politique intervenu en 1989.

- un système politique socialiste « soft » qui , sur sa fin, a laissé s'exprimer les aspirations politiques et sociales de larges fractions de la population en faveur d'un régime démocratique.

- la coopération industrielle et financière avec les firmes occidentales, notamment avec les grands groupes industriels américains, allemands, français, etc. ont permis de créer les bases de relations durables avec les firmes hongroises. L'adoption d'une législation favorable à l'investissement direct étranger (l'investissement opéré directement par des firmes étrangères) a permis l'entrée des investisseurs étrangers, facilitant l'adaptation des firmes hongroises aux standards occidentaux. Lorsque les firmes étrangères ont commencé à investir dans le pays, on a retrouvé les principales firmes avec lesquelles la Hongrie coopéraient déjà.

- L'incitation au développement des activités privées et de l'entrepreneuriat, ce qui a été un facteur important d'« embourgeoisement » de la société autour des valeurs du travail, de l'importance de la propriété privée, de la préservation des droits de propriété. Ceci a contribué au développement d'un esprit d'entreprise qui a favorisé l'éclosion de PME à travers le pays. On doit souligner, toutefois, que la floraison de nouvelles activités privées rencontre des difficultés et que leur épanouissement et leur croissance durable nécessitent des politiques d'accompagnement spécifiques.

- la permanence des objectifs de politique économique malgré les alternances politiques qui se sont succédées dans le pays (comme dans la plupart des autres) depuis le changement de régime politique : contrôle des déséquilibres internes et externes, contrôle de l'inflation, exposition de l'économie à la contrainte internationale via la libéralisation du contrôle des changes, l'abaissement des tarifs, la convertibilité partielle puis totale du forint.

Tableau 2 : Principaux indicateurs macroéconomiques de la Hongrie

Année	PIB (%)	FBCF (%)	Production industrielle (%)	Inflation (%)	Taux de chômage (%)	Salaires (%)	Equilibre budgétaire (%)
2001	3,8	3,1	6,4	9,2	8,4	18,2	-4,7
2000	5,2	7,7	18,3	9,8	9,1	13,5	-3,3
1999	4,2	5,9	10,4	10	9,9	13,9	-3,4
1998	4,9	13,3	12,4	14,3	10,1	18,3	-4,8
1997	4,6	9,2	11,1	18,3	11,6	22,3	-4,8
1996	1,3	6,7	3,4	23,6	11,8	20,4	-5
1995	1,5	-4,3	4,6	28,2	12,1	16,8	-6,7
1994	2,9	12,5	9,6	18,8	12,4	22,6	-7,5
1993	-0,6	2	4	22,5	12,1	24,7	-6,8
1992	-3,1	-2,6	-9,7	23	12,3	25,9	-5,5
1991	-11,9	-10,4	-18,4	35	7,4	25,6	-2,2
1990	-3,5	-7,1	-9,3	28,9	1,9	22,9	0,4
1989	0,7	7	-5	16,9	0,3		-1,4

Suite du tableau 2.

Balance courante (mds) US \$)	Balance commerciale (mds US \$)	IDE (mds US \$)	Service de la dette (% des exportations net)	Dette externe/PIB	PIB par tête (en US\$)
-1,1	-2	2,1		63,6	5228
-1,3	-1,7	1	63,6	64,4	4740
-2	-2,1	1,7	64,1	56,8	4797
-2,2	-2,3	1,5	56,8	58	4641
-0,9	-1,9	1,7	58	52,5	4495
-1,6	-2,6	2,2	53,3	61	4425
-2,4	-1,7	4,4	61,9	70,9	4359
-3,9	-2,6	1	70,9	68,7	4052
-2,5	-2,4	2,3	68,7	63,7	4374
-3,9	-3,6	1,5	63,7	57,6	4062
-3,5	-3,2	1,5	57,6	67,8	3752
0,3	0	1,5	67,8		3613
0,3	0,2	1,5			3230

Source: BERD

- La permanence des dirigeants politiques hongrois concernant leurs engagements vis à vis du projet d'adhésion à l'Union européenne et leur volonté de mettre rapidement l'économie hongroise aux standards des économies de marché développées de l'Union. Vis à vis de ses créanciers, la Hongrie a refusé de renégocier sa dette externe, respectant ainsi sa signature tout en donnant un signal fort aux organismes internationaux et aux investisseurs sur la crédibilité de son engagement. Cette attitude a été un facteur important pour expliquer l'arrivée rapide des investisseurs étrangers dans le pays.

- La gestion des déficits publics et notamment le contrôle des principales sources de déséquilibres (le généreux système de protection sociale institué par le précédent régime dont le financement devenait intenable), la transformation du système de protection sociale, des régimes de retraites, etc.. a été une épreuve difficile supportée par la population. On estime que la population hongroise a subi, dans les premières années de la transition, une perte de près d'un tiers de son pouvoir d'achat. Dans le débat qui a opposé les économistes sur gradualisme contre la thérapie de choc, il n'est pas déplacé de dire que la population hongroise a payé un certain prix, notamment sur le plan social, son adaptation au nouvel environnement de marché.

- Liée au mode de gestion de l'endettement, la stratégie de privatisation et de transformation des entreprises possédées par l'Etat (la quasi-totalité des firmes) a constitué indéniablement un catalyseur de la transformation de l'économie hongroise ; en outre, elle a créé des effets positifs qui n'étaient pas perçus par les dirigeants politiques lorsque ces mesures ont été appliquées ; l'objectif privilégié étant le désendettement et pas nécessairement le choix d'une stratégie.

- *Last but not least*, on doit bien sûr mentionner les facteurs institutionnels, culturels, le rôle du capital humain qui ont indéniablement joué comme facteur d'accélération des changements enregistrés. Ce facteur, bien sûr, n'est pas unique à la Hongrie. Il trouve ses sources dans des facteurs historiques (les phases du développement économique dans la région (Berend I. et G. Ránki G., 1980), dans le système socialiste lui-même qui a institué un modèle de reproduction relativement élitiste et professionnalisé, paradoxalement en décalage avec l'organisation industrielle socialiste (Dubois et Alii, 1990) qui n'a pas toujours su mobiliser de manière adéquate les ressources en capital humain engendré par le système de formation.

En conclusion, l'engagement rapide dans la voie des transformations, la continuité des choix de politique économique, un programme résolu de privatisation par la vente, enfin, l'arrimage à l'Union européenne ont été des facteurs décisifs dans les premiers succès enregistrés par la Hongrie. La transformation du système industriel a été au cœur des stratégies mises en œuvre par les dirigeants économiques et politiques ainsi que par les entrepreneurs hongrois.

2. La transformation du système productif : la clé du succès de la transition

Comment transformer les entreprises socialistes en entreprises capitalistes efficaces, capables de produire des biens et des services vendables sur le marché hongrois, face aux produits étrangers exportés, en provenance des économies de marché développées alors que l'on ne dispose pas du capital, des compétences managériales nécessaires pour le faire ? Ces entreprises ont-elles les moyens de survivre, d'investir suffisamment pour se moderniser et affronter la concurrence, se gérer dans un nouvel environnement où tous les paramètres permettant de prendre des décisions ont été modifiés ? Le système financier est-il en mesure d'apporter les moyens nécessaires pour financer la croissance ? Le système d'innovation domestique permet-il d'introduire des changements substantiels dans la gamme de produits, ou bien dans les méthodes de production ? L'emploi peut-il être préservé et les travailleurs des anciennes entreprises socialistes où le chômage n'existait pas (« le chômage derrière les portes de l'usine ») peuvent-ils éviter de connaître les affres de la perte d'emploi, les vicissitudes de la recherche d'un nouveau travail, chose inconnue jusqu'ici ? Est-ce que la création de nouvelles entreprises « par en bas », les PME, peut absorber la main d'œuvre dégagée par les grandes entreprises socialistes en quasi-faillite ? Voilà quelques-unes des questions centrales posées par la restructuration des entreprises en Hongrie et dans les autres économies en transition. Ce sont des questions particulièrement complexes et les différentes mesures adoptées n'ont pas toutes conduit au chemin vertueux de la restructuration et au développement d'économies pleinement développées.

2.1 Comment privatiser ?

Plusieurs méthodes de privatisations ont été expérimentées dans les PECO, de la distribution à la vente des actifs publics. L'arbitrage s'est fait entre efficacité (rapidité de la transformation et gain économique mesurable rapidement) et équité (comment redistribuer de la manière la plus équitable les actifs entre les différents agents économiques). Le choix, a priori, n'est pas évident : une solution efficace peut paraître inéquitable, une solution équitable pouvant être inefficace quant aux résultats économiques. A cela s'ajoute que toutes les entreprises n'ont pas la même valeur, la même « attractivité » aux yeux des repreneurs et, que beaucoup de gouvernements se sont retrouvés avec des entreprises invendables alors que les plus attractives trouvaient repreneurs sans peine.

Paradoxalement, ce « cercle vertueux » de la transformation n'a pas son origine dans un choix délibéré des premiers gouvernements hongrois. C'est plutôt le résultat d'un « *blessing in disguise* », le produit positif d'un choix contraignant : le niveau tellement élevé de la dette externe de la Hongrie a conduit à privilégier une stratégie de privatisation des actifs publics reposant sur la vente des entreprises d'État (Mihályi, 2001). Cette stratégie n'a été suivie que par deux pays au début de la transformation dans la région : l'ex-RDA et la Hongrie, sans être nécessairement exclusive avec d'autres méthodes (figures 1 et 2). La figure 2 montre les différents types de privatisation qui ont été utilisés, les agents qui ont été ciblés et qui en ont bénéficié. La Hongrie est à la fois le premier pays (à l'exception de l'ex-RDA qui

est un cas à part) qui a choisi de privilégier, massivement le choix de la vente directe des actifs dès le début de la transition. Accessoirement des méthodes de vente aux salariés ont été utilisées.

Figure 1 : Principaux modèles de privatisation

		A qui ?		
		Interne	Externe	Anciens propriétaires
Comment	Ventes	Salariés Managers	Citoyens Institutions locales et étrangères Entreprises Banque Fonds d'investissements	
	Distribution	Salariés Managers	Bons (vouchers) distribués aux citoyens	Restitution totale ou partielle des actifs ou distribution de vouchers
	Entrée libre		Entrepreneurs Investissements vierges acquisitions ou/et	

Cette technique de vente n'est pas neutre par rapport aux autres options en présence : elle a permis de mobiliser des ressources financières pouvant être utilisées par le vendeur (l'Etat) pour rembourser la dette, elle permet de réaliser les investissements nécessaires, d'apporter de nouveaux marchés, des compétences nécessaires pour adapter les entreprises à leur nouvel environnement concurrentiel. Le fait d'avoir été le premier pays d'accueil des IDE a créé un avantage indéniable dans la mesure où les entreprises acquises par les repreneurs étrangers ont été restructurées rapidement et les compétences locales mobilisées.

Figure 2: Méthodes de Privatisation en Europe centrale et orientale

Pays	Première méthode			Seconde méthode		
	Vente directe	RES	Bons	Vente directe	Bons	Bonds
Albanie		x				x
Arménie			x		x	
Azerbaïdjan			x	x		
Biélorussie		x				x
Bulgarie	x					x
Croatie		x				x
Estonie	x					x
Georgie			x	x		
Hongrie	x				x	
Kazakhstan			x	x		
Kirghizstan			x		x	
Lettonie			x	x		
Lituanie			x	x		
Macédoine		x		x		
Moldavie			x	x		
Ouzbékistan		x		x		
Pologne	x				x	
République Tchèque			x	x		
Roumanie		x		x		

Russie			x	x		
Slovaquie	x					x
Slovénie		x				x
Tadjikistan		x				x
Turkménistan		x		x		
Ukraine			x		x	

Source: BERD (1998)

Il y avait néanmoins un risque politique à choisir ce type de privatisation, celui de paraître spolier la population en faisant passer les richesses accumulées « au nom du peuple entier » passer entre les mains d'investisseurs privés étrangers, notamment autour de l'épineuse question de la détermination du prix de vente de certains biens, comme cela s'est produit, au milieu des années quatre-vingt dix, avec la vente d'une chaîne d'hôtel. Le débat a illustré la difficulté d'évaluer objectivement la valeur d'un bien, qui résulte, au-delà du marchandage habituel dans ce type de transactions, de l'arbitrage entre les méthodes d'évaluations retenues : approche patrimoniale nette qui s'en tient à une approche davantage comptable et une approche qui privilégie les rendements net futurs du bien que l'on va acquérir sans compter la difficulté de l'évaluation de la valeur intangible du capital (réputation, etc.).

2.2 : Le rôle de l'investissement étranger

L'IDE a été un des moteurs de la transformation de l'économie hongroise. Les flux d'investissements étrangers, en direction des PECO, sont relativement peu importants, en volumes, par comparaison avec les flux en destination d'autres pays. Pendant longtemps, ils n'ont représenté que 2% du volume total de l'IDE mondial pour atteindre récemment 3.7% ce qui est encore peu si l'on considère la part qu'attirent les pays les plus attractifs comme les Etats-Unis et la Chine. Aujourd'hui, par le phénomène des vases communicants et en raison des limites du marché hongrois, la plupart des IDE s'orientent vers la République tchèque et la Pologne. Il faut y voir également le fait que la stabilisation macroéconomique et les privatisations de masses sont à présent achevées dans ces deux pays et que les investisseurs étrangers peuvent entrer plus librement sur le marché en réalisant des opérations d'acquisition ou bien d'investissements vierges. Le tableau 3 montre l'avantage du premier servi : dans la première partie de la décennie passée, la Hongrie, à elle seule a accueilli une part conséquente de l'IDE qui s'est dirigé vers les PECO.

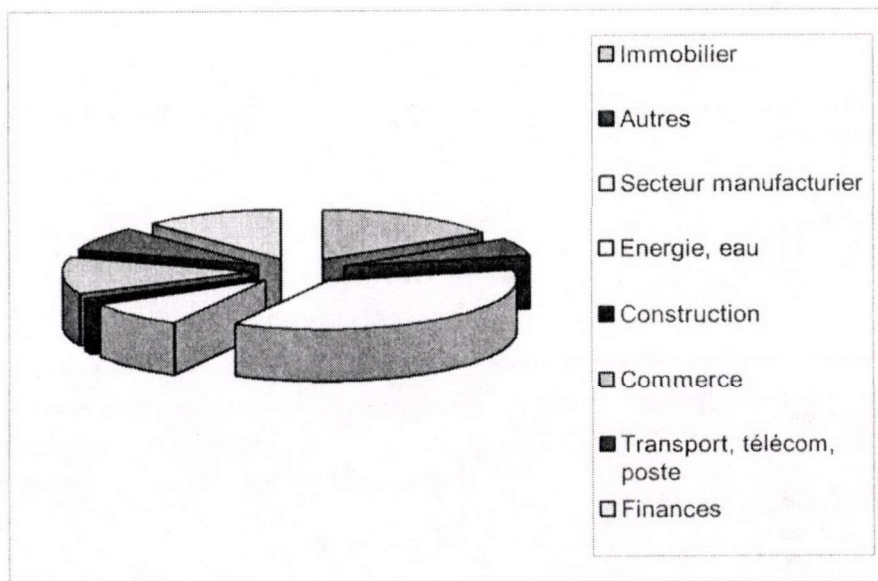
Tableau 3 : L'avantage du premier servi : les flux annuels d'IDE en Hongrie ; % par rapport aux entrées dans les PECO

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Flux Ms \$	311	1459	1471	2328	1087	4410	2279	1741	1555	1720	1090	2103	559
En PECO %	93.99	90.22	48.32	57.80	32.37	48.62	29.18	22.32	11.63	9.76	5.87	12.01	1.61

Sources : D'après Transition Report 2001

Plusieurs observations intéressantes tirées de différentes sources peuvent être faites : la première concerne la distribution des IDE (figure 3) : principalement, ceux-ci se dirigent en direction des industries manufacturières (36%), contribuant de la sorte au renouveau du cœur industriel du pays, en modernisant la production ou en investissant massivement dans des investissements vierges (notamment dans le secteur automobile). Les secteurs traditionnellement peu développés, comme les finances, reçoivent également une part non négligeable (12%) ainsi que celui des infrastructures (transports, construction de bureaux, etc.). Les services, généralement peu développés, et dans lesquels le coût d'entrée et les risques supportés par les investisseurs sont faibles voient également leur part croître très rapidement. Les magasins de la grande distribution européenne quadrillent à présent les villes mettant à mal le secteur privé domestique du petit commerce.

Figure 3 : IDE en Hongrie par secteur (valeurs cumulées).



Une seconde constatation concerne l'effet de proximité : la majeure partie des IDE proviennent des pays de l'Union européenne (plus de 75%) notamment d'Allemagne (25%), des Pays-Bas (23%), d'Autriche (12%). Il en est de même dans les pays voisins les plus avancés (République tchèque ; Pologne, Slovaquie, contribuant ainsi au développement d'une nouvelle couronne industrielle avec des spécialisations fortes dans la région.

Une troisième constatation concerne la part relative des investissements sous forme d'acquisitions par rapport aux investissements vierges. Bien que le mouvement de privatisation ait contribué à attirer le capital étranger, il est intéressant d'observer que ce mouvement est allé de paire avec l'entrée de capitaux pour le développement de nouvelles acquisitions. En outre, avec la fin des privatisations, aujourd'hui ce sont les investissements vierges (ou l'augmentation du capital dans les firmes contrôlées par les investisseurs étrangers) qui domine exclusivement.

G. Csáky (2001) distingue ainsi 3 phases d'entrées de l'IDE en Hongrie :

- Une première phase, 1988-1992, caractérisée par l'avantage de la Hongrie a permis d'attirer la plus grande partie de l'IDE dans la région. Ces investissements étaient le fait de firmes qui connaissaient le pays (anciens partenaires commerciaux). Certaines entreprises comme Suzuki ou comme GE Lighting Europe ont opéré des investissements stratégiques dès la fin des années 80. Des firmes extérieures à l'Europe (Amérique du Nord, Asie) ont construit des bastions afin de créer une base en Europe tout en profitant des bas salaires en vue d'exporter vers les marchés de l'Union européenne. Les mauvaises conditions macroéconomiques que l'économie hongroise a connu à cette époque n'ont pas entamé la forte attractivité de ce marché.

- Une seconde phase, 1993-1998 a été caractérisée par l'entrée du capital étranger dans les firmes hongroises à l'occasion des privatisations. En dépit de facilités accordées aux investisseurs domestiques, les investisseurs étrangers ont dominé le processus de privatisation : plus de 71% des firmes ont été acquises par les investisseurs étrangers. Au cours de la période 1993-1999, 90% des IDE se sont portés sur l'acquisition de firmes hongroises.

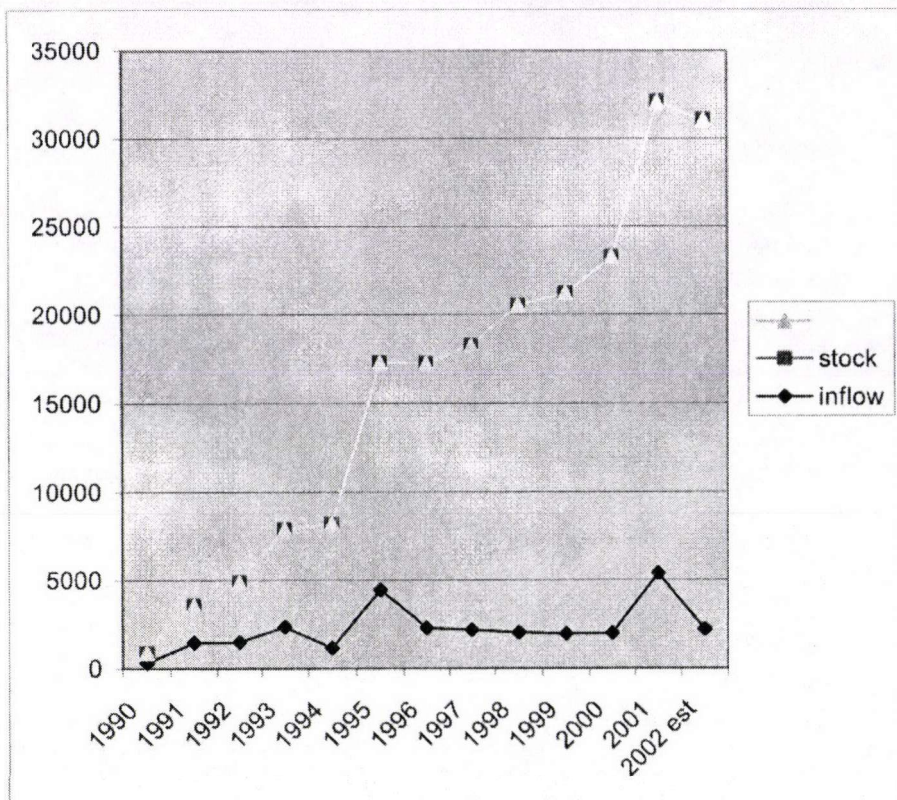
Depuis 1999, la Hongrie est entrée dans la troisième phase, entre privatisation et accession à l'Union européenne. Les IDE sont attirés par les opportunités du marché et surtout parce que G. Csáky nomme l'effet multiplicateur des investissements antérieurs et des profits réinvestis en Hongrie.

L'accumulation d'IDE dans un même pays, de manière continue (tableau 4), notamment dans des secteurs à forte valeur ajoutée produit des effets externes positifs de plusieurs natures déjà observables dans d'autres pays. On en citera quelques uns :

- un effet d'agglomération avec des effets d'entraînement en amont et en aval de la production ou du secteur concerné : c'est le cas de certaines régions hongroises (l'Ouest du pays, la région de Budapest). Le développement de nouvelles activités (assemblage d'automobiles, la construction de moteurs, par exemple) appelle à son tour l'implantation d'autres activités : sous-traitance, services, transport,

immobiliers, etc. Dans les secteurs à forte valeur ajoutée, les IDE conduisent les dirigeants des entreprises locales à puiser dans des ressources jusqu'ici non utilisées, d'une part et à spécialiser les firmes acquise dans le cadre d'une spécialisation continentale (ou régionale) de ses activités. Par exemple, GE-Tungsram, dans un premier temps, a assigné des tâches d'assemblage et de montage à ses usines ; dans un second temps, elle a développé et localisé en Hongrie ses départements de recherche-développement. Il en va de même avec les investissements réalisés par Nokia, IBM, etc.. En ce qui concerne la construction automobile, les sites hongrois (et tchèques) de VW produisent pour les marchés de la région, ainsi que pour l'ensemble du marché européen. En outre, les constructeurs ont poussé leurs principaux sous-traitants) à investir dans le pays. Certains travaillent à partir de la Hongrie pour les assembleurs localisés dans le pays, d'autres directement pour le marché européen. *Last but not least*, aujourd'hui les plus grandes entreprises mondiales sont implantées en Hongrie ; leur présence contribue indéniablement à accélérer le processus d' intégration de la Hongrie (tableau 5). Deux autres facteurs intéressants enfin concernent la nouvelle spécialisation de la Hongrie dans son nouvel environnement européen, d'une part, et l'émergence de flux – encore modestes – d'IDE hongrois vers d'autres pays de l'autre.

Tableau 4 : Flux et Stock d'IDE en Hongrie



Source : D'après Transition report, 2002

Table 5. Les 2à plus grandes entreprises exportatrices hongroises, 1998

Nom de la compagnie	Technique de changement de propriété	Année d'établissement en Hongrie	Investment Total en Hongrie (\$ mn)	Pays d'origine du(des) actionnaire(s) majoritaire(s)	Industrie	Contrôlée par une FMN?	Principaux produits	Pays d'origine du dirigeant local
1 Audi	Invest. vierge	1993	600	Allemagne	Automobiles	Oui	Composants	Allemagne
2 IBM	Invest. vierge	1995	150	Etats-Unis	Electronique	Oui	Composants	Etats-Unis
3 Philips	Invest. vierge	1989	125	Pays Bas	Electronique	Oui	Composants	Pays-Bas
4 Opel	Invest. vierge	1990	440	Etats-Unis	Automobile	Oui	Produit final	Allemagne
5 MQL	Privatisation par OIV (1)	...	840	Investisseurs Institutionnels étrangers	Pétrole et gaz Electricité	Non	Intermédiaire	Hongrie
6 GE Lighting	Fusion-acquisition	1988	776	Etats-Unis	Electronique	Oui	Produit final	Etats-Unis
7 Flextronic	Invest. vierge	1992	46	Etats-Unis		Oui	Composants	Etats-Unis
8 Dunaferr	Accord sur la gestion des actifs	...	-	Etats-Unis				
9 Alcoa		1993	270	Hongrie (Etat)	Fer et acier Aluminium	Non	Intermédiaire	Hongrie
10 BorsodChem	Fusion-acquisition Privatisation par OIV (1)	...	90	Etats-Unis Investisseurs Institutionnels étrangers	Produits chimiques	Oui	Intermédiaire	Etats-Unis
11 TVK	Privatisation par OIV (1)	...	210	Investisseurs Institutionnels étrangers	Petro-chemie	Non	Intermédiaires	Hongrie
12 Suzuki	Invest. vierge	1991	234	Foreign and Hungarian institutional investors	Automobiles	Oui	Produit final	Japon
13 Ford	Invest. vierge	1990	180		Automobiles	Oui	Composants	Etats-Unis
14 Richter	Privatisation par OIV (1)	...	253	investors Japon	Produits pharmaceutiques	Non	Produit final	Hongrie
15 Electrolux	Fusion-acquisition	1991	70	Etats-Unis	Machines	Oui	Produit final	Suède
16 North American Bus Industries	Propriété privée après liquidation	1993	-	Investisseurs Institutionnels étrangers Suède	Moyens de transport	Non	Produit final	Hongrie
				Etats-Unis				

Dans le premier cas, on constate la part croissante des exportations à forte valeur ajoutée et intensives en capital (tableau 5), principalement en direction de l'UE et de l'OCDE : le fait d'accueillir des IDE dans l'industrie manufacturière pour produire des biens intermédiaires ou finaux qui vont ensuite vers les marchés des économies développées est un bon indicateur de la nouvelle spécialisation induite par ce type d'investissements. Pour renforcer cette affirmation, on peut souligner l'importance des dépenses de recherche-développement réalisées par les filiales étrangères implantées en Hongrie : elles sont passées, dans l'ensemble des secteurs de l'économie où sont implantées les firmes étrangères, de 21.8% à 78.5% de la dépense nationale dans ce domaine (OECD 2001). Par ailleurs, la mise à niveau des firmes hongroises via le capital étranger ou par effet de propagation (environnement concurrentiel, rotation de la population) induit un phénomène récent, un mouvement d'IDE initié à partir de la Hongrie dans les pays voisins ou encore dans les économies de marché développées. C'est le cas de la céramique (investissements en Croatie), de l'industrie pétrolière (investissements en Slovaquie).

2.3. : Un bilan globalement positif ?

Indéniablement, l'IDE a joué un rôle très positif dans la restructuration et la mise à niveau rapide de l'économie hongroise, dans le taux de croissance de l'investissement, de l'emploi, dans l'augmentation du volume des ventes et notamment des exportations. Le fait d'avoir été le premier pays à accueillir l'IDE donné à la Hongrie un avantage concurrentiel indéniable (tableau 6).

Tableau 6 : Part des entreprises avec capital étranger dans les principaux indicateurs des entreprises manufacturières dans quelques pays en 1998, 1999 et 2000, en %

	Capital			Emploi			Investissements			Ventes			Exportations		
	1998	1999	2000	1998	1999	2000	1998	1999	2000	1998	1999	2000	1998	1999	2000
Hongrie	72.7	72.9	73.1	44.9	46.5	47.1	78.7	82.2	72.7	70.0	73.0	73.7	85.9	88.8	
Pologne	43.2	50.5		20.6	29.4		51.0	63.1		40.6	49.0		52.4	59.8	
Tchéquie	27.9	41.8		19.6	26.9		41.6	52.7		31.5	42.4		47.0	60.5	
Slovénie	21.6	21.8	22.6	13.1	13.0	15.1	24.3	22.3	20.7	24.4	23.3	26.3	32.9	30.3	34.2
Roumanie	19.7	27.3	36.5	13.7	21.0	25.2				24.3	33.9	38.6	22.4	33.4	43.9

Source : G. Hunya (2002)

Il y a toutefois quelques ombres au tableau qu'il faut souligner. On en citera quelques-unes :

- Un sentiment de dépossession résultant de la prise de contrôle de nombreuses entreprises par les investisseurs étrangers (produits pharmaceutiques, par exemple). La Hongrie ne sera pas le seul pays à connaître une telle situation : on peut citer le cas de la Grande Bretagne qui ne possède plus, à ce jour, de constructeurs automobiles nationaux, à quelques exceptions dans des segments très étroits : le reste de l'industrie est entre les mains de propriétaires américains, français, allemands, etc, et l'industrie automobile de ce pays est l'une des plus efficaces en termes de productivité.

- Une trop grande dépendance vis-à-vis de l'IDE. Les firmes étrangères, avec une stratégie mondiale ou régionale, notamment celles qui ne recourent pas à des investissements trop spécialisés et qui embauchent de la main-d'œuvre bon marché, peuvent quitter rapidement le pays en cas de retournement de conjoncture. C'est ce qui s'est produit récemment à Győr (Danone) et à Székesfehérvár (IBM), où la firme américaine a licencié plus de 3700 personnes.

- Un triple dualisme. Un dualisme régional, avec la concentration des IDE dans quelques régions et un déclin industriel dans les régions de l'Est qui ne sont pas touchées par les flux d'investissement. Un dualisme technologique et professionnel : les entreprises étrangères les plus performantes accueillent la main-d'œuvre la plus qualifiée qu'elles paient mieux que les entreprises domestiques. Enfin un dualisme entre les entreprises moyennes, ou plutôt une forte asymétrie entre le secteur des PME et le secteur des grandes entreprises : les PME hongroises, dans l'ensemble, restent très sous-dimensionnées pour atteindre la taille d'efficacité.

Conclusion

En l'espace de seulement quelques années, l'économie hongroise a connu d'importantes transformations qui rapprochent la Hongrie des standards occidentaux. L'ampleur et la continuité des réformes sont à l'origine de ce succès. Elles ont permis d'assainir la situation macro-économique, d'attirer les investissements étrangers. Elles ont permis aussi de mobiliser tout le potentiel intellectuel et humain, ce qui est une condition essentielle aujourd'hui pour réussir l'entrée dans l'économie de la connaissance qui commence à caractériser le nouveau mode de croissance des économies de marché développées. De ce point de vue, la Hongrie profite de la présence massive du capital étranger. L'essaimage dans le tissu industriel est un gage important pour envisager, dans l'avenir, le renforcement des avantages concurrentiels du pays. La question qui est posée est de savoir s'il sera suffisant, notamment pour combler l'écart avec les secteurs et les régions qui ne bénéficient pas de sa présence.

Bibliographie :

I.BEREND et G. RÁNKI (1980), "Foreign Trade and the Industrialization of the European Periphery in the 19th century," *Journal of European Economic History* 9 : 3, Winter 1980, 539-584.

EBRD (2002) : *Transition Report 2002*, EBRD.

Gy. CSÁKY (2001) : "From Transition to Integration : FDI – Inflows into Hungary, a Success Story of the Hungarian Transition" GKI, mimeo, 22 p.

P. DUBOIS, J. KOLTAY, C. MAKO, X. RICHET (eds.) (1990) : *Innovation et emploi, à l'Est et à l'Ouest. Les entreprises hongroises et françaises face à la modernisation* (en collaboration), Paris, L'Harmattan.

Études économiques de l'OCDE (2002) : *Hongrie*, volume 2002/10, juin, Paris, OCDE.

G. HUNYA (2002a) : "Recent Impacts of Foreign Direct Investment on Growth and Restructuring in Central European Transition Countries", **WIIW Research Reports**, n° 284, May 2002.

G. HUNYA (2002a) : "Restructuring Through FDI in Romanian Manufacturing", **WIIW Research Reports**, n° 287, August 2002.

J. KORNAI et X. RICHET (eds.1986) : *La voie hongroise. Analyses et expérimentations économiques*, Paris, Calmann-Lévy.

P. MIHALYI (2001) : "The Evolution of Hungary's Approach to FDI in Post-Communist Privatization", **Transnational Corporations**, vol. 10, n° 3, December.

OECD (2001) : **Measuring globalisation. The Role of Multinationals in OECD Economies**, vol. 1 : Manufacturing Sector, OECD, Paris.

OECD Reviews of Foreign Direct Investment (2000) : *Hungary*, OECD, Paris.

Le paysan du Danube ou l'homme des limbes

I - PORTRAIT

Une des plus célèbres fables de Jean de La Fontaine porte ce titre curieux : *Le paysan du Danube*. Parmi les corbeaux et les renards, les cigales et les fourmis, les mouches, les lièvres et les cigognes dont est peuplé le monde de La Fontaine, ce titre détonne, pour au moins deux raisons. D'une part, parce que nous quittons le monde purement allégorique des animaux, d'autre part, du monde des universaux qui caractérise la plupart des fables, nous passons au monde du concret, celui de la géographie et de l'histoire.

On sait que le titre de cette fable est devenu une locution employée si souvent (je ne citerai ici que Sainte-Beuve et Denis de Rougemont) que le dictionnaire se croit obligé d'en donner la définition. "Se dit d'un homme qui scandalise par sa franchise brutale", dit par exemple le Robert. Mais il me semble qu'on peut aller plus loin : si le paysan est, comme dit le Larousse "un rustre, un lourdaud", alors le paysan du Danube, homme d'une région lointaine, homme des limbes, homme de la périphérie, en opposition avec l'homme du centre, doit nécessairement être le lourdaud par excellence.

Le Danube, indication bien concrète du lieu, donne l'une des dimensions de la fable, et par conséquent : celle de la locution. L'anecdote racontée par La Fontaine est, en effet, attribuée par le poète à Marc Aurèle – l'action se déroulerait donc au fin fond de l'Empire dont le Danube était, comme on le sait, la frontière orientale. Nous sommes en un lieu de transition entre le monde civilisé et le monde barbare, lieu à peine civilisé, plutôt étranger, inconnu, trouble.

Une autre opposition est énoncée par le poète dès le premier vers de la fable : *Il ne faut point juger des gens sur l'apparence*. La démarche est, bien sûr, déductive, il s'agit de trouver des preuves de nature à soutenir cette affirmation. Cela se fait en deux temps. Nous avons tout d'abord le portrait du paysan, à l'antipode de l'homme policé de Paris. *Son menton nourrissait une barbe touffue / Toute sa personne velue / Représentait un ours, mais un ours mal léché. / Sous un sourcil épais il avait l'œil caché, / Le regard de travers, nez tortu, grosse lèvre, / Portait sayon de poil de chèvre, / Et ceinture de jonc marin.*

Portrait bien caricatural qui sera carrément contredit, sinon démenti par l'anecdote qui suit. Le paysan qui fut député des villes que lave le Danube, va dire leur vérité aux Romains, mais d'une façon tellement convaincante que *chacun étonné / Admire le grand cœur, le bon sens, l'éloquence / Du sauvage.*

Succès total donc du paysan, mais en même temps voici que le mot est lâché – sauvage –, et les Romains auront beau créer patrice notre homme, celui-ci ne pourra certainement plus jamais se débarrasser de ce qui lui colle à la peau, il reste, même s'il est superbement doué, un paysan, un étranger, un sauvage.

Quelle conclusion tirer de cette fable ? Il y en a au moins deux : la première est que les habitants des rives du Danube sont différents, ils ne ressemblent pas aux compatriotes du poète, la deuxième que ces êtres différents sont capables du meilleur.

La Fontaine donne donc la source de sa fable, Marc Aurèle, mais contrairement aux autres fables, ici, il triche, l'anecdote ne vient pas du philosophe-empereur. Quoi qu'il en soit, la référence donnée par La Fontaine, c'est-à-dire le Danube, doit faire songer ses contemporains, tout comme sa postérité, au pays qui s'était constitué sur les rives du grand fleuve dans le bassin des Carpates. On sait que les mythologies ne se soucient pas outre mesure de la véracité géographique. Ainsi, un des mythes fondateurs de la France, celui qui prétend que les Français sont d'origine troyenne, mythe qui est resté vivace au moins jusqu'au XV^{ème} siècle, donne un itinéraire imaginaire des Troyens devenus Français dont l'étape intermédiaire est la Sicambrie, lieu que l'on a identifié à Buda.¹ Dans le cas du Paysan du Danube, l'amalgame est donc non seulement possible mais presque nécessaire.

Vu sous cet angle, le portrait du Paysan, bien que fortement schématique, peut paraître flatteur. Mais va-t-il vraiment, comme le poète le prétend, par-delà les apparences ? Car à vrai dire, au portrait du barbare est simplement substitué celui du bon sauvage, plus exactement, d'un bon sauvage sage et intelligent.

II - VISAGE

L'image reste générale. Comment aller alors à l'essentiel ? Essayons d'appeler à la rescousse la pensée du grand philosophe français, venu d'ailleurs de l'Est, Emmanuel Lévinas, qui développe dans son livre intitulé "Totalité et infini, une phénoménologie du visage". *Le visage, dit-il, est signification, et signification sans contexte. D'ordinaire on est un "personnage" : on est professeur à la Sorbonne, vice-président du Conseil d'État, fils d'Un tel, tout ce qui est dans le passeport, la manière de se vêtir, de se présenter. Et toute signification, au sens habituel du terme, est relative à un tel contexte : le sens de quelque chose tient dans sa relation à autre chose. Ici, au contraire, le visage est sens à lui seul. Toi c'est toi. En ce sens, on peut dire que le visage n'est pas "vu". Il est ce qui ne peut devenir un contenu, que votre pensée n'embrasserait ; il est l'incontenable, il vous mène au-delà.*²

Peut-on parler du visage d'une collectivité, d'une nation ? Je vais poursuivre en partant de l'hypothèse que cela est tout à fait possible. Si cela est possible, et s'il s'agit de saisir la signification sans contexte, l'incontenable, ce qui n'est pas seulement relatif au réseau horizontal des références, alors il est évident que c'est la littérature qui a le plus de chance d'y parvenir, que c'est l'écrivain, par le biais de ses procédés littéraires, qui sera le plus apte à le saisir.

¹ BEAUNE Colette, *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1994, 40 et 59.

² LÉVINAS Emmanuel, *Éthique et infini*, Paris, Fayard, Biblio-essais, 1982, 79-80.

III - AUTO PORTRAIT

a) Portrait du XIX^e siècle

Avant d'aborder d'autres portraits, voyons d'abord l'autoportrait. La littérature hongroise en abonde. Commençons par un des plus célèbres, l'*Hymne* de Ferenc Kölcsey, datant de 1823 et qui, mis en musique en 1844, est devenu l'hymne national et, de ce fait, un puissant et rayonnant symbole du destin hongrois. Bien loin de la gaîté parfois cruelle de la *Marseillaise*, le texte de Kölcsey commence et se termine par une imploration à Dieu – *Bénis le Hongrois, ô Seigneur* et dans sa dernière strophe *Prends pitié du Hongrois, Seigneur*. Pour ce poète, nourri de pensée romantique, dans sa variante centre-européenne, pensée qui oppose un glorieux passé à la misère du présent et qui est traversée par une angoisse indicible, la crainte de la disparition de toute la nation, d'une nation qui, après une période heureuse, a énormément souffert à cause de ses péchés, le peuple hongrois ne pourrait plus se passer du pardon du Seigneur. Vaillant, mais ayant commis beaucoup de fautes, il a besoin maintenant de la pitié de Dieu pour pouvoir survivre.

Cette lamentation sur le tragique de l'histoire réapparaît dans un poème de Mihály Vörösmarty, *Exhortation*, écrit quelques années plus tard, également mis en musique et chanté en public encore aujourd'hui, à la manière de l'*Hymne*. Évidemment, l'intégration de ces deux textes dans la mémoire officielle n'est pas un choix innocent, ils sont considérés tous les deux comme des autoportraits de la nation. Celui de Vörösmarty sonne tout de même d'une façon légèrement différente de celui de son prédécesseur : les souffrances et les malheurs n'ont pas réussi à entamer le moral de son personnage qui *après tant d'infortune... est toujours debout*. Si l'homme de Kölcsey est un persécuté qui se cache, celui de Vörösmarty qui ne doit jamais quitter le sol qui l'a vu naître, résiste, même s'il ne sait pas si c'est *un temps meilleur* ou des *funérailles glorieuses* qui l'attendent.

L'autoportrait, comme on le voit, est fait de traits rapides, incisifs, simples et puissants, à la manière des dessins de Dürer. On y voit un preux, avec les traces de beaucoup de souffrance, mais fier, debout, un personnage qui est aussi foncièrement sédentaire. Sándor Petöfi, poète emblématique du même siècle (dont le personnage est une métaphore en soi), ajoute à cet autoportrait deux autres traits dans un poème intitulé *Je suis hongrois*. La vérité n'est point dans les apparences, semble suggérer le poète qui, après avoir affirmé *je suis Hongrois / Ma nature est sérieuse, / Comme les premières notes de nos violons*, déclare : *Mais mon visage est gai quand j'ai de la peine / Car je ne voudrais pas que vous ayez pitié de moi*. Le personnage est donc maître de soi, il cache ses vrais sentiments pour ne pas être à la merci de son contexte, pour employer le terme de Lévinas.

Cette tendance à ne pas se livrer au premier venu va encore s'accroître dans les années 1850, où l'amertume de la défaite fait apparaître le personnage par deux fois en vieux tzigane. Chez Vörösmarty, dans le poème qui porte ce titre, apparaît un vieux musicien, un violoniste (encore !), s'adonnant à l'alcool et prêt à jeter son archet, transformé alors en canne (ou en bâton ? en matraque dérisoire ?), amer, mais gardant toutefois l'espoir de pouvoir reprendre son archet un jour. Le poète romantique reste très pathétique. Ce qui ne sera pas le cas du troisième grand du siècle, János Arany. Celui-ci dans *Les Tsiganes de Nagyida*, poème épico-comique, raconte sur un ton fortement satirique un fait de guerre : les Tsiganes,

chargés de défendre le fort de Nagyida, commencent par se disputer, puis, menés par leur voïvode qui rêve plus qu'il n'agit, sont défaits et ridiculisés par leurs ennemis.

Les péchés, cause des défaites, évoqués déjà par l'*Hymne* et l'*Exhortation*, sont ici détaillés : il s'agit surtout du manque de solidarité, du refus de l'unité et d'une très forte propension à refuser de prendre en compte la réalité ou, autrement dit, à prendre ses rêves pour la réalité. Mais ce qui est encore plus étonnant chez Arany, c'est le rejet du pathétique et l'introduction d'un ton qui est celui de la dérision, de l'autodérision. Il sera suivi dans cette voie par bien d'autres, même si le ton pathétique ne disparaît point jusqu'à nos jours. Il y a, me semble-t-il une alternance des deux, et dans les meilleurs cas une alternance à l'intérieur même des œuvres.

Parmi les très nombreux exemples possibles je prends celui de Dezső Kosztolányi, chez qui le ton choisi ne permet pas toujours de se faire une opinion : est-il ironique ? est-il sérieux ? est-il les deux à la fois ? Difficile de répondre. Mais ce qui est certain, c'est que le thème du paysan du Danube apparaît plusieurs fois dans ses nouvelles. Il a déjà été ici question de sa magnifique nouvelle, *André Cseregi à Paris en 1910*, qui oppose les manières policées parisiennes aux manières rustres du jeune Hongrois arrivé à Paris. Le jeune homme est vraiment un lourdaud, se comportant d'une façon bizarre, incongrue et ridicule. Fermé à ce qui est considéré par le plus grand nombre comme le beau, mais gentil, dépensier et foncièrement sédentaire, il n'est pas, curieusement, rejeté par les Français, les Parisiens, qui le considèrent plutôt avec sympathie.

À la fois portrait et autoportrait, la figure du jeune homme est perçue de manière différente par les personnages et par les lecteurs – ces derniers sont plus attentifs aux côtés surannés et ridicules du personnage. Il est certainement utile de relire cette nouvelle à la lumière d'une autre nouvelle du même cycle, intitulée *Omelette à la Woburn*. Le protagoniste en est Kornél Esti, présent déjà dans la nouvelle précédente où il est pour ainsi dire le contrepoint du lourdaud. Étudiant à Paris, Kornél y a déjà fait son trou, il se sent à l'aise. Or le même Kornél va apparaître dans *Omelette à la Woburn* dans le rôle du paysan. Prenant le train à Paris pour Budapest, il est choqué par le spectacle, pourtant familier, de ses compatriotes, et surtout par leur odeur, une odeur de pauvres. À Zurich, dont l'image de propreté le ravit, il décide d'interrompre son voyage et de ne repartir que le lendemain matin. Il ne lui reste que quelques francs en poche. Il a très faim, il cherche un estaminet, mais tout est fermé. Finalement une lumière, il entre, mais pour son malheur il se trouve dans un restaurant de luxe au bord du lac.

Ce qui suit est tragi-comique. Servi par quatre garçons, Kornél n'ose commander qu'une omelette. Le maître d'hôtel lui adresse la parole en français, Kornél lui répond en français, puis, remarquant que les garçons parlent entre eux l'italien, il commence à parler italien, alors le maître d'hôtel lui répond en allemand. On le fait attendre. Après avoir mangé son omelette qui n'est guère différente, constate-t-il, de l'omelette de sa mère, sauf en ce qui concerne sa forme, car elle représente un poisson, Kornél règle sa note, puis distribue un pourboire bien trop généreux. Les garçons ne le saluent pas quand il quitte le restaurant, alors c'est lui qui se découvre. *Encore une faute*, dit le texte. *Il rougit, et c'est avec le dégoût*

nauséabond d'un sentiment de honte qu'il atteignit la rue. Là, soulagé, il commença à courir.

On dirait l'inverse de la situation décrite chez La Fontaine. L'homme des limbes, Kornél, se veut différent de ses concitoyens. Mais en se frottant aux hommes du centre, ici les garçons de restaurant, malgré son savoir et son éloquence, il est humilié. Pour quelle raison ? Avec son pourboire il pense compenser sa relative pauvreté. Ce sont ses manières qui le trahissent. Il n'est ni barbu, ni vêtu d'un sayon, mais il ne se comporte pas comme il faudrait. Le paysan de La Fontaine apparaît comme un sauvage, mais est fait patrice grâce à son éloquence. Le héros de Kosztolányi commence éloquent, mais finit par être traité comme un sauvage.

Contrairement au protagoniste de l'autre nouvelle. Si l'on en croit l'écrivain, ce dernier serait mieux accepté par les Occidentaux policés que cet autre homme des limbes ayant voulu apparaître comme quelqu'un de similaire ou même identique aux hommes du centre.

IV - PORTRAITS DU XX^e SIÈCLE

Mais pourquoi cette différence de regard, bien observée par Kosztolányi ? J'essaierai de cerner mon propos en me référant à des textes français du XX^{ème} siècle qui portent un regard sur le ou plutôt les visages de la Hongrie. Le premier est celui des frères Tharaud, Jérôme et Jean, un livre paru en 1933³ et qui est intitulé curieusement *La fin des Habsbourg*. L'aîné des Tharaud⁴ connaît très bien la Hongrie pour y avoir vécu en tant que lecteur de français. Les frères Tharaud, prix Goncourt, grand prix de l'Académie et plus tard tous deux membres de cette Académie, décrivent dans ce livre à la première personne, en témoins oculaires, les quelques années qui marquent la fin de la Hongrie historique.

Le premier chapitre, excellent, narre la signature du traité de Trianon. On y voit l'arrivée des plénipotentiaires hongrois pour signer le traité. Le moment est grave, *un petit groupe d'hommes s'avança, l'œil fixe, le visage pâle, la démarche un peu raide*. Une cinquantaine de diplomates sont présents, on attend leur réaction. Or ce qui se passe est à la fois étonnant et banal : les plénipotentiaires signent, ils se retirent et c'est alors la ruée générale des diplomates vers le buffet.

Image très concentrée, avec les deux personnages indispensables, d'un côté l'homme venu de loin, guindé, cachant, comme le voudrait Petőfi, son désespoir, de l'autre l'occupant des lieux ne se souciant que de ses désirs immédiats. Cette situation est-elle une nécessité ? Pour y répondre, les Tharaud racontent à leur manière ce qui s'est passé, et dressent plusieurs portraits. Des portraits qui ne découlent pas de l'action, c'est-à-dire de l'histoire de ces quelques années, perçue par les auteurs comme tragique, mais qui, au contraire, sont censés l'expliquer. Logique inversée donc où deux doubles portraits devraient expliquer les mauvais choix, les malheurs, le déclin caractérisant le présent par rapport à un passé glorieux.

³ *La fin des Habsbourg*, Paris, Flammarion, 1933.

⁴ THARAUD Jérôme (1874-1953) et Jean (1877-1952) : leur œuvre est un excellent témoignage de l'idéologie de leur temps. Ils sont surtout des spécialistes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'un des doubles portraits est celui du Premier Ministre Tisza (1913-1917) et de l'éphémère président de la république de 1918, le comte Mihály Károlyi. Toute la sympathie des Tharaud va à István Tisza, bel homme, escrimeur émérite, cavalier passionné dont le portrait moral est au diapason de son portrait physique : intelligent, honnête, orgueilleux, *avec plus de scrupule et de beauté morale que quiconque*. Ce représentant d'un peuple guerrier où l'homme qui se battait bien, à quelque race qu'il appartint, obtenait une terre, un titre qui le faisaient entrer de plein droit dans la noblesse⁵ a tout de même des points faibles : il est contre le suffrage universel et quoique hostile à la guerre, il n'est pas capable d'en empêcher la déclaration en juillet 1914.

De quatorze ans son cadet, l'aristocrate Károlyi est en tous points à l'opposé de Tisza, issu de la noblesse moyenne. Principal adversaire politique du Premier Ministre, il est pro-entente quand celui-là reste pro-allemand. *Esprit vaniteux et puéril... à force de répéter qu'il était persona grata en Angleterre, en Amérique et en France, il avait fini par le croire*. Malheureusement ce qui caractérisait Károlyi c'était le ridicule insuccès de tout ce qu'il entreprenait.⁶ Ainsi devenu, comme il le désirait depuis toujours, le chef de l'État hongrois, il est humilié à Belgrade par le général Louis Franchet d'Esperey qui lui déclare : *La Hongrie subira le sort de l'Allemagne. Votre pays expiera et paiera*.⁷ Károlyi échoue par deux fois, sur le plan international il ne réussit pas à éviter la perte de territoires, sur le plan intérieur il ne peut pas empêcher l'arrivée au pouvoir de Béla Kun et l'avènement de la terreur.

Le texte romancé des Tharaud cherche les causes de ces échecs répétés dans une tare physiologique du personnage qui, par suite d'une mauvaise conformation de la bouche, était condamné à vivre avec un palais artificiel.⁸ Contrairement à l'athlétique Tisza à qui tout réussit, Károlyi est un hurluberlu, un casse-cou qui fait tout pour faire oublier sa tare. Il est donc inévitable que les deux personnages se heurtent. Ce sera un duel à l'épée où Tisza va ridiculiser son adversaire. Par dix fois, au lieu de le blesser, de donner l'estocade, il le touche par le côté non tranchant de son épée, à la grande fureur de celui-ci. Dans la perspective des Tharaud la vengeance ne peut être qu'à l'image du personnage : ce sera l'assassinat de Tisza en 1918 par des soldats perdus, inspirés, sinon téléguidés par Károlyi.

L'aspect caricatural de cette opposition s'accentue encore quand Jean et Jérôme Tharaud passent aux portraits de ceux qui constituent, selon la logique de leur texte, les troupes de deux personnages, d'un côté les paysans, de l'autre la petite bourgeoisie, composée en partie de juifs. Ces derniers ont tous les torts, ils influencent en mal le chef à la tête un peu vide, ils prônent un pacifisme excessif, et ruinent finalement, avec Béla Kun et ses amis, toute la vie hongroise.⁹ À l'opposé de ce portrait en noir, les Tharaud dessinent le visage du paysan d'une façon non moins excessive. *Le paysan, un des plus nobles du monde dont les défauts sont aimables et les vertus mêmes plaisantes. Orgueilleux et dominateur, plein d'un dédain tranquille*

⁵ *Op. cit.*, 8 et 70.

⁶ *Ibid.*, 36 et 65.

⁷ *Ibid.*, 67.

⁸ *Ibid.*, 35.

⁹ *Ibid.*, 73-74 et 118.

*envers les peuples ses voisins, il tient pour assuré que Dieu parle hongrois au paradis. Hospitalier comme personne... silencieux, taciturne même jusque dans l'ivresse, il conserve une dignité parfaite.*¹⁰

Il ne vaudrait pas la peine de parler de ce visage caricatural de la Hongrie dessiné par les Tharaud, s'ils n'avaient pas été en leur temps des écrivains à succès, honorés par leurs pairs et très lus par le grand public, s'ils n'avaient pas été des connaisseurs directs de la réalité hongroise et s'ils ne gardaient pas jusqu'à aujourd'hui des fidèles qui estiment que ce qu'ils racontent rend l'essentiel des pays dont il est question. Notre problème est plutôt de chercher une explication à cette caricature, dessinée par des ultraconservateurs, mais dont la partialité et la fausseté seront égalées, sinon dépassées, par un autre genre de caricature, œuvre des écrivains progressistes des années 1950.

Dans un récent ouvrage le philosophe Alain Finkielkraut cite un mot lumineux de Paul Valéry : *la particularité des Français, c'est de se croire, de se sentir, hommes d'univers.*¹¹ Cela signifie, dit Finkielkraut, un penchant irrésistible, surtout depuis le XVIII^{ème} siècle, pour les idées générales, pour tout ce qui est universel, la conviction que le global est toujours supérieur à l'enracinement, que l'idéologie régnante a toujours raison contre la pensée issue de la tradition du lieu.¹² Le philosophe ne parle que de l'idéologie progressiste, mais il est évident que son analyse est tout aussi valable dans le cas d'une idéologie anti-progressiste comme celle des Tharaud.

Les clichés anti-dreyfusards semblent guider nos auteurs lors d'une démonstration purement déductive où les événements de l'histoire hongroise et européenne ne servent qu'à illustrer cette idéologie. La théorie du bouc émissaire est bien utile quand l'image veut être positive, quand le modèle n'a que "des défauts aimables".

Dans le cas des frères Tharaud, c'est une grille préétablie qui guide la lecture des événements, mais c'est aussi le cas des grands écrivains français qui commentent la révolution hongroise de 1956. Il y en a trois qui s'en préoccupent sérieusement et assez régulièrement pendant des mois, François Mauriac, Jean-Paul Sartre et Albert Camus. Ce qui est curieux et caractéristique c'est que tous les trois prennent pour point de départ ce qu'ils appellent le sens de l'histoire. Il est vrai que pour Camus ou Mauriac l'histoire ne va pas dans le même sens que pour Sartre.

Dans un long texte publié en janvier 1957, "Le fantôme de Staline", ce dernier nous présente un visage étonnant, mais certainement cohérent de la Hongrie. Il s'agit évidemment d'expliquer ce qui s'est passé tout au long de l'année 1956 dans l'autre partie de l'Europe. Sartre est d'accord avec les deux autres prix Nobel pour condamner l'intervention violente des Soviétiques, mais sa mise en perspective est radicalement différente de la leur. Il a une vision du monde qui distingue clairement le Bien du Mal, qui ne sauraient être confondus, car il est tout à fait possible de les distinguer et dans l'espace et dans le temps. La Hongrie et la Pologne se trouvent

¹⁰ *Ibid.*, 107-108.

¹¹ FINKIELKRAUT Alain, *L'ingratitude*, Paris, Gallimard, 1999, 96.

¹² *Ibid.*, 91-107.

déjà du bon côté : *La classe ouvrière peut et doit obtenir des réformes profondes, mais la Révolution est derrière elle.*¹³

Le nouveau paysan du Danube c'est donc l'ouvrier dont Sartre dessine un portrait puissant. *Je reconnais que la collectivisation agricole était magnifiquement ratée, que l'industrialisation reste une moitié d'échec. Mais à travers tout cela, la nationalisation de l'industrie a porté ses fruits : une classe ouvrière s'est forgée qui veut défendre le socialisme.*¹⁴ L'ouvrier qui prend la place du paysan en sayon est un personnage plutôt abstrait, on ne sait pas comment il s'habille, ce qu'il mange, ce qu'il dit. Mais l'écrivain qui raisonne à partir des universaux sait très bien ce que cet ouvrier doit penser. *Même après la faillite des économies planifiées, en Hongrie, en Pologne, le prolétariat estime avoir gagné quelque chose qu'il est prêt à défendre par les armes : il n'a ni permis, ni toléré qu'on remette le socialisme en question. C'est une politique qu'il dénonce, mais il demeure fidèle au régime.*¹⁵

Comment expliquer alors qu'il se soit dressé contre les défenseurs du régime ? La réponse est simple : *Un million six cent mille ouvriers tiennent en échec l'armée la plus puissante. Croit-on que ces hommes n'eussent pas été capables par eux-mêmes d'étouffer la contre-révolution ?* Aux yeux de Jean-Paul Sartre, le lointain descendant du paysan du Danube est donc tout aussi brillant et perspicace que le personnage de La Fontaine. Et qu'en est-il des Romains ? Le parallèle est tout à fait parfait. Ici il est question d'un autre empire, et selon l'écrivain du XX^e siècle, l'homme des limbes (qui cette fois-ci se trouve non pas à la frontière est, mais à la frontière ouest de l'empire) ne craint pas de dire leur vérité aux hommes de l'empire. Mais il est certain, suggère Sartre, que l'histoire va bien se terminer – ils vont comprendre que celui qui s'est révolté contre eux, l'a fait pour eux. *Le happy end*, tout comme chez Jean de La Fontaine, est tout à fait certain.

L'histoire narrée par Sartre est évidemment une fiction, et si *mimesis* il y a, son récit est non pas le reflet fidèle de la réalité, mais d'une théorie brillante et préétablie dont les cases sont remplies par des faits choisis arbitrairement dans le vivier des événements.

Des réactions d'Albert Camus j'ai déjà parlé ici-même, je ne veux pas me répéter. Je rappellerai simplement que son Hongrois, apparaissant dans une dizaine de discours et d'articles, est un jeune individu qui s'oppose au despotisme, qui sacrifie tout à la cause de la justice et de la liberté, et qui, s'il est momentanément défait, prendra nécessairement sa revanche – c'est du moins la conviction de Camus -, sur le vainqueur du jour.

François Mauriac va dans le même sens. Pour lui le Hongrois (tout aussi bien d'ailleurs que le Polonais qui est lié à sa démonstration) *est l'homme qui a résisté au système.*¹⁶ Et encore plus explicitement : *L'indomptable Hongrie démontre au monde que le sens de l'histoire peut être déterminé par la volonté du plus faible, quand le plus fort est inhumain, systématiquement.*¹⁷ Chez Mauriac aussi il est

¹³ SARTRE, Jean-Paul, « Le fantôme de Staline », in : *Les Temps Modernes*, nov.-déc. 1956, 662-663.

¹⁴ *Ibid.*, 590.

¹⁵ *Ibid.*, 633.

¹⁶ MAURIAC, François, *Bloc-Notes 1952-1957*, Paris, Flammarion, 1958, 293.

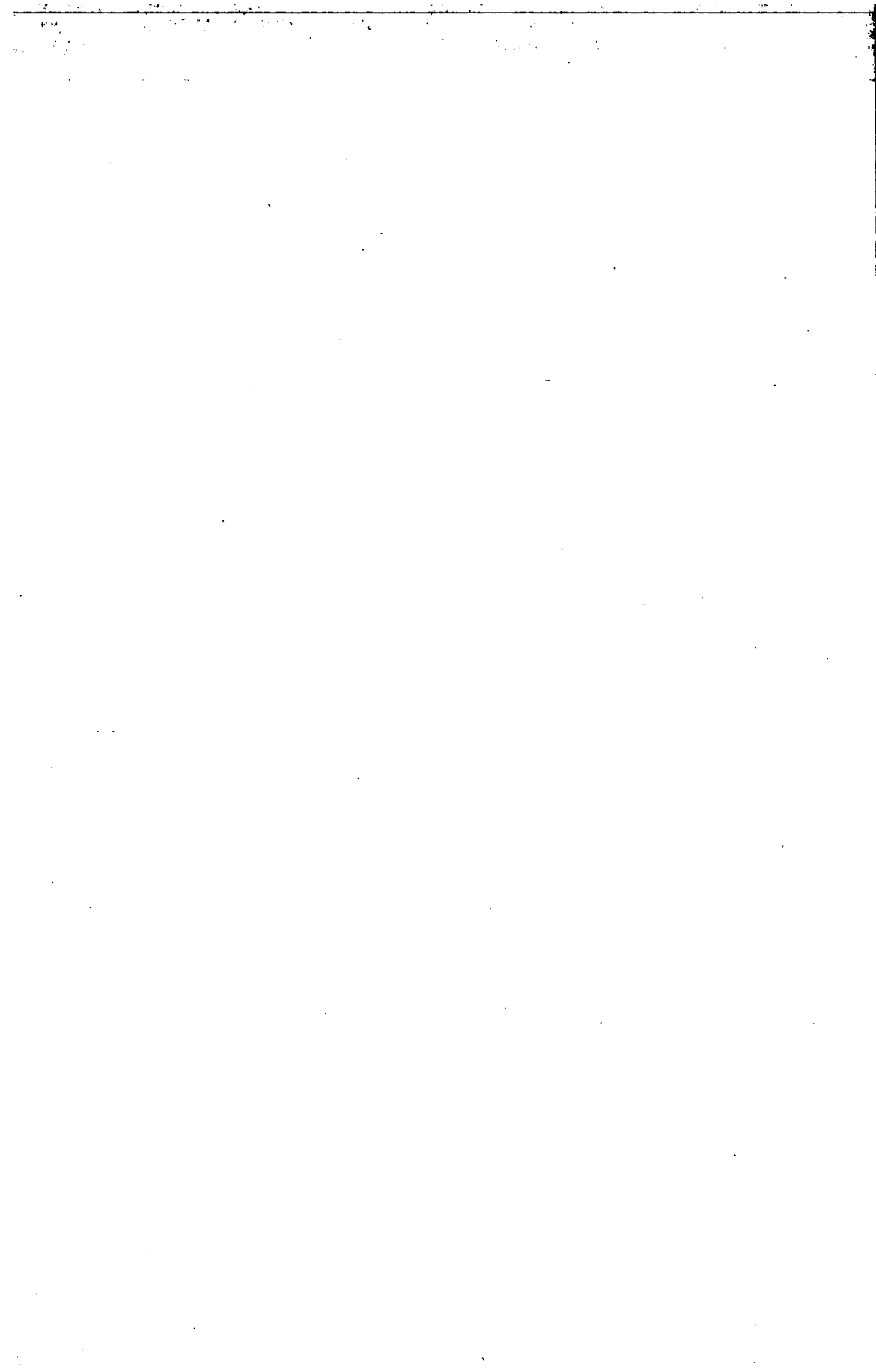
¹⁷ *Ibid.*, 291.

question de cette passion pour la liberté dont parle également Albert Camus, notion évidemment bien trop générale, mais dont il essaie de circonscrire le contenu par une remarque bien intéressante de mon point de vue. En évoquant les autoportraits j'ai commencé tout à l'heure par l'*Hymne* de Kőlcsey, l'hymne national de la Hongrie, omniprésent d'ailleurs, encadrant d'une certaine façon les événements dont il est question, ceux de la révolution de 1956. Or François Mauriac, en rendant compte à chaud de ce qui se passe à Budapest, écrit ceci le 29 octobre 1956 : *Cette Marseillaise, jaillie de derrière le rideau de fer, a sa vraie patrie ici, à Paris. Elle n'y apparaît plus, il est vrai, que pétrifiée.*¹⁸

Alors, que chante-t-il, ce personnage indomptable, perspicace, en sayon ou en bleu ? Est-ce la Marseillaise, comme le croit Mauriac, pour qui tout le monde luttant pour sa liberté serait pareil au Français, inventeur de cette liberté ? Ou est-ce l'Internationale, comme le prétend, prisonnier de ses théories, Jean-Paul Sartre ? Ou serait-ce l'Hymne plus pessimiste que nourri d'espoir de Kőlcsey ? Comme nous le voyons, les opinions divergent. Autrement dit, nous pouvons constater que les portraits correspondent très rarement aux autoportraits. Dans le cas des portraits, le portraitiste prend le plus souvent son modèle, comme le dit Lévinas, « dans sa relation à autre chose », pour composer dans un deuxième temps un visage qui se rapproche du sien. Dans le cas de l'autoportrait c'est plutôt le manque de mesure qui est flagrant, les traits étant trop souvent excessifs.

Est-il possible que le visage vu du côté hongrois ressemble davantage au visage vu de l'extérieur ? Est-il possible que le visage apparaissant ainsi soit vraiment signification ? Il faudrait ici répondre. Mais si la littérature est censée, comme le dit Umberto Eco ou encore Milan Kundera, non pas donner des réponses, mais poser les bonnes questions, alors – ayant choisi une approche littéraire – je m'arrête et laisse parler, comme il se doit, les écrivains.

¹⁸ *Ibid.*, 277.



Un regard serbe sur les rapports entre Serbes et Hongrois en 1848-1849 : "Les patriotes" de J.S. Popovic

Les événements de 1848-1849 ont joué un rôle essentiel dans l'histoire de l'Europe en général et de la Hongrie en particulier. Au sud-est de la partie hongroise de l'empire des Habsbourg, sur un territoire qui correspond à celui de l'actuelle Voïvodine, (nord de la Serbie faisant partie de ce qui reste de la Yougoslavie), ces événements ont pris un tour particulier, du fait du caractère multiethnique de la région : Hongrois, Serbes, Roumains, Allemands, Ruthènes, Slovaques... Après une certaine unité dans leurs revendications face à Vienne, des dissensions, puis des conflits sont apparus, notamment entre les deux nations les plus nombreuses, Hongrois et Serbes. Un écrivain serbe de l'époque et de la région, Jovan Sterija Popovic, en a tiré le sujet d'une pièce, intitulée *Les patriotes*. Premier paradoxe pour cette période prompte aux tirades lyriques et au romantisme enflammé, il ne s'agit ni d'une tragédie ni d'un drame historique, mais d'une comédie. Second paradoxe, les Serbes sont loin d'y avoir le beau rôle et d'être montrés de façon avantageuse. Cette pièce offre un regard pour le moins inattendu sur les rapports entre Serbes et Hongrois au moment du "printemps des peuples". Comme elle est inconnue en France, nous présenterons son contenu – en évoquant brièvement le cas échéant les événements historiques auxquels elle se réfère – avant d'en souligner les aspects qui nous semblent essentiels. Nous commencerons notre exposé par quelques données sur l'auteur, lui aussi inconnu des publics français et hongrois, mais qui occupe une place non négligeable dans la littérature serbe.

1. Jovan Sterija Popovic, l'homme et l'œuvre

L'œuvre de Jovan Sterija Popovic reflète la multiplicité des courants littéraires de son époque : ses poèmes et romans de jeunesse appartiennent au sentimentalisme, ses drames historiques au préromantisme, alors que ses comédies procèdent plutôt du réalisme ; notons que ses drames à thématique nationale seront de son vivant plus populaires que ses comédies, mais que celles-ci, dont on a dit qu'il s'y montrait le peintre de la "bourgeoisie biedermeier" de la Voïvodine de l'époque, ont mieux résisté au temps et se jouent encore de nos jours, faisant de Sterija l'un des auteurs de théâtre majeurs de la littérature serbe. Jovan Sterija Popovic est né en 1806 à Vrsac, petite ville de Voïvodine (actuellement en Yougoslavie, non loin de la frontière roumaine). Comme la plupart des jeunes gens de la région qui vont à l'université, c'est à Pest qu'il fait des études de philosophie, complétées par un diplôme de droit à Kezmarok en Slovaquie, tout en commençant à écrire des romans, des poèmes, des drames. De retour à Vrsac, il y est professeur de latin, puis avocat, et poursuit son activité littéraire avec des comédies. La principauté de Serbie, qui a acquis son autonomie dans l'Empire ottoman, mais manque de cadres pour l'enseignement et l'administration, fait alors souvent appel à

des Serbes d'Autriche, et Sterija se voit proposer un poste de professeur de droit, qu'il accepte. Il est ensuite nommé directeur au Ministère de l'Éducation, participe à la fondation de plusieurs institutions importantes de Serbie (la future Académie des sciences, la Bibliothèque nationale, le Musée national), et se consacre à sa passion, le théâtre, à la fois en écrivant et traduisant des pièces (dont *Les fourberies de Scapin* et *Hernani*) et en œuvrant à la création de deux théâtres à Belgrade. L'hostilité montante de la nouvelle génération de jeunes intellectuels serbes de Serbie qui, ayant étudié à l'étranger, voient d'un mauvais œil les Serbes d'Autriche occuper des postes importants dans la principauté, est peut-être à l'origine de la démission de Sterija et de son retour à Vrsac en 1848, juste avant le début du "printemps des peuples". Témoin des conflits qui ne tardent pas à éclater entre Serbes et Hongrois, Popovic, qui est pour sa part partisan d'une entente entre les deux peuples, doit toutefois s'exiler un temps à Belgrade avec ses compatriotes lorsque Vrsac est prise par les Hongrois au printemps 1849. Revenu dans sa ville natale après l'écrasement des Hongrois par les Autrichiens, il y reste jusqu'à sa mort (1856), menant une vie retirée et consacrée désormais à l'écriture : articles satiriques, recueil de poésies où il prend le contre-pied des mythes serbes comme celui de la bataille de Kosovo, et une comédie, *Les patriotes*.

2. *Les patriotes*, pièce d'actualité

Achevée en 1853, la pièce *Les patriotes* a été conçue juste après les événements de 1848-1849, ce qui explique que les événements soient présentés sans être explicités, puisque encore frais dans toutes les mémoires, alors que certaines allusions nécessiteraient des explications pour un spectateur serbe ou hongrois contemporain (a fortiori français !)¹. Donnons quelques exemples. Dès la scène 1 de l'acte I sont évoqués "les douze points", que se refuse à publier la municipalité conservatrice du lieu où se passe l'action (jamais nommé dans la pièce, il s'agit sans doute de Vrsac) ; ces points sont les douze revendications de l'opposition libérale hongroise, publiés à Pest en mars 1848, sans l'accord de la censure, avec le *Chant national* de Sándor Petöfi et un appel à l'insurrection des habitants de la Hongrie. À la fin du même acte sont mentionnés des registres hongrois qu'il faudrait brûler (ce qui sera chose faite entre les actes I et II), et les registres en question sont à nouveau évoqués, cette fois avec inquiétude, par ceux qui ont participé à leur destruction, aux scènes 2 et 3 de l'acte II ; la chose ne devient claire que si l'on sait que la Diète de Hongrie avait adopté en 1844 une loi imposant, sur tout le territoire de la partie hongroise de l'Empire, le hongrois comme langue officielle dans l'administration, les écoles et les registres paroissiaux des églises, qui comportaient les actes de baptême et faisaient office d'état civil ; la première manifestation ouverte d'antagonisme des Serbes "patriotiques" de Voïvodine envers les Hongrois va être de brûler ces registres.

¹ Les éditions serbes de la pièce ne sont guère prodigues de tels renseignements, se contentant de donner la traduction en serbe des mots ou phrases hongrois que l'auteur place parfois dans la bouche de ses personnages.

3. Les personnages

Les patriotes semble à première vue une pièce fort différente des précédentes comédies de Sterija, dont l'action se passe aussi en Voïvodine mais d'ordinaire dans des cercles de famille (mariages arrangés et vie conjugale sont au cœur de *Mariage et vie maritale*, *La femme méchante*, *Le mari acariâtre*), et dont certaines font penser à Molière, avec comme chez le classique français la dénonciation de défauts ou de vices : la crédulité des précieuses (*Á menteur, menteur et demi*), la sottise des parvenus (*La courge qui se donne de grands airs*), l'avarice (*L'avare ou Kir Janja*). En fait Sterija poursuit dans *Les patriotes* sa dénonciation des vices, en mettant à nu l'un des plus redoutables : le nationalisme comme paravent des intérêts personnels les plus mesquins. Mais, contrairement à ses autres pièces, *Les patriotes* n'a pas de personnage principal, mais bien plutôt un "personnage collectif" négatif, composé de plusieurs individus relativement peu différenciés, affublés de noms "signifiants" évocateurs : le juriste Zutilov ("jaune"), congédié pour fautes professionnelles, les commerçants en faillite Smrdic ("puant") et Serbulic ("serpent", à partir d'un nom roumain), le poète exalté mais arriviste Leprsic ("volage") et la tante de ce dernier, Mme Zelenicka ("verte"). À ces personnages dépourvus de sens moral et que les circonstances vont rendre monstrueux, Sterija oppose un personnage unique, Gavrilovic, qui joue à la fois le rôle de "raisonneur" classique et de porte-parole de l'auteur ; ce nom de famille "normal" aurait été inspiré à Sterija par celui d'un commerçant en vue de Vrsac, tandis que le personnage lui-même rendrait hommage à l'évêque orthodoxe de Vrsac, ami de Sterija et qui ne voulait pas, lui non plus, d'un conflit armé entre Serbes et Hongrois ; accusé d'avoir protégé des militaires hongrois, il avait été suspendu de ses fonctions par le patriarche et relégué dans un monastère, où il était mort assez rapidement. On remarquera que tous les personnages des *Patriotes* que nous avons mentionnés (dont un seul positif) sont serbes. L'auteur ne leur a adjoint qu'un seul Hongrois, Nagy Pál², qui n'apparaît que dans une seule scène (II,6), et qui est le pendant hongrois de Gavrilovic, comme lui modéré et respectueux des individus, quelle que soit leur nationalité.

4. La pièce acte par acte et ses rapports avec l'Histoire

4.1 Il est remarquable que la pièce s'ouvre par une réplique en hongrois, reprise par tous les présents sur scène, désignés comme "de nombreux citoyens" : "Éljen a szabadság !" ("Vive la liberté !"). Parmi eux se trouvent les Serbes Zutilov, Serbulic et Smrdic, qui hurlent des vivats en hongrois. Milcika, la fille de Zutilov, amène son jeune frère Eden, qui parle à peine le serbe et arbore une cocarde hongroise ; elle en propose à tous : à l'exception de Gavrilovic, ils se les accrochent avec enthousiasme et se déclarent prêts à "magyariser" leur nom.³ Mais le poète Leprsic, slavophile enthousiasmé, entame un discours enflammé sur le panslavisme et la gloire des Serbes à travers l'histoire et la légende ; la Voïvodine doit selon lui

² Sterija a peut-être repris le nom d'un avocat et homme politique hongrois (1777-1857), en désaccord avec la politique de Lajos Kossuth, mais rien n'en transparaît dans les quelques répliques qu'il attribue à son personnage.

³ Les signifiants hongrois qu'ils proposent ont bien les mêmes significés que les originaux serbes ; ainsi Smrdic se rebaptise Búdósi ("puant") et Serbulic, Kigyóji ("serpent").

être serbe et seulement serbe. Aux remontrances de bon sens de Gavrilovic, Leprsic, puis avec lui tous les autres, opposent leur "élan "patriotique". Leprsic s'indigne de voir des cocardes hongroises et demande à la femme de Zutilov, Nancika, de préparer des cocardes serbes. Comme aucun des "patriotes" ne connaît les couleurs serbes, il profère une diatribe contre les Hongrois, cause de cet affaiblissement du sentiment national serbe. Zelenicka prédit avec exaltation le réveil du "phénix" serbe et fait honte aux "patriotes" de leur ignorance des couleurs nationales (rouge, bleu, blanc) pour l'amour desquelles elle souhaite transformer son nom de Zelenicka (verte) en Plavicka (bleue), et engage Nancika à déchirer sa robe verte. Tous jettent avec dégoût leurs cocardes hongroises et se déclarent prêts à serbiser leurs noms et à brûler les registres hongrois. Gavrilovic est effrayé et sceptique.

Dans l'acte I, J. S. Popovic a condensé les événements politiques de mars à mai 1848. Serbes et Hongrois libéraux étaient d'abord très proches et unis dans l'enthousiasme de leurs revendications politiques et économiques vis-à-vis de Vienne. Mais l'assemblée représentant les Serbes de Voïvodine, élue par des membres du clergé, de la population civile et des soldats des Confins militaires (zone-tampon dépendant directement de Vienne et créée dès le XV^{ème} siècle pour protéger l'Empire autrichien des attaques turques), se réunit en mai 1848 à Sremski Karlovci et proclame la "Voïvodine serbe" en élisant un patriarche, Josif Rajacic, et un voïvode ou chef militaire de la "nation armée", Stevan Supljikac ; il s'agit dès lors d'obtenir l'autonomie par rapport aux Hongrois en restant loyaux vis-à-vis de Vienne. Les divergences avec les Hongrois vont dégénérer en conflit ouvert, dont les premières manifestations chez les nationalistes serbes vont être d'abattre le drapeau hongrois et de brûler les registres paroissiaux tenus en hongrois.

4. 2 L'arrière-plan historique des actes II et III est dominé par les combats entre Hongrois et Serbes au cours de la seconde moitié de 1848, qui voit tout à tour les victoires des uns et des autres.

Au début de l'acte II, Serbulic et Smerdic, qui ont entendu parler d'une enquête sur les registres brûlés, sont terrorisés ; craignant d'être pendu, Serbulic est prêt à dénoncer ses camarades pour ne pas périr seul. Leprsic les rassure : les Serbes de Serbie vont arriver à leur secours,⁴ et ils peuvent compter sur l'aide de la Russie, Zutilov entre, avec une cocarde hongroise, car, dit-il, l'armée hongroise est proche. Leprsic va trouver une solution au problème des cocardes, qui est l'un des morceaux d'anthologie de la pièce et où la satire de Sterija se fait particulièrement acerbe ; en voici un extrait⁵ :

⁴ Des volontaires serbes de Serbie, encadrés par Stevan Knicanin, membre du Conseil d'État de la Serbie, viendront en effet aider les insurgés serbes de Voïvodine. Cela s'explique par le désir d'aider des "frères en danger", mais le prince Alexandre Karadjordjevic, qui gouverne alors la Serbie, veut aussi contrer tout risque d'influence de la dynastie rivale des Obrenovic (déchue en 1843 et réfugiée en Autriche) sur les Serbes de Voïvodine.

⁵ Cet extrait est paru (également dans notre traduction) dans J.-C. POLET (éd.), *Patrimoine littéraire européen IIa : Renaissances nationales et conscience universelle (1832-1885), Romantismes triomphants*, Paris/Bruxelles : De Boeck Université, 1999. Les autres extraits que nous donnons dans cet article sont inédits.

LEPRSIC : pour que vous vous persuadiez combien j'aime l'entente⁶, eh bien, je consens à tout ; et c'est pour l'amour de vous que j'enlève cette cocarde.

SERBULIC : C'est très judicieux, car les Hongrois auraient été fort offensés.

SMADIC : Je dis la même chose.

(Ils enlèvent tous leur cocarde)

SERBULIC : Ne serait-il pas bon que nous mettions des cocardes hongroises, comme monsieur Zutilov ? Puisque de toute façon nous sommes Serbes ! Et les Hongrois, quand ils verront leurs cocardes, n'iront peut-être même pas faire d'enquête sur les registres.

LEPRSIC : C'est aller un peu loin, mais le patriotisme autorise tout. Aussi allons-nous procéder ainsi : placer sous nos vêtements les cocardes serbes, car nos cœurs respirent serbe, et à l'extérieur nous mettrons les odieuses cocardes hongroises, pour marquer combien ils nous ont opprimés !

SERBULIC : Vive monsieur Leprsic ! Vraiment un garçon intelligent !

LEPRSIC (attachant sa cocarde) : Attendez que vienne l'empire de Dusan', et alors, vous verrez !

Gavrilovic juge stupide l'engouement pour les cocardes et les couleurs, et souligne que l'essentiel est le progrès. Cependant, les "patriotes", inquiets, décident de s'attirer les bonnes grâces du Hongrois Nady Pál – à qui ils s'adressent en hongrois, alors que celui-ci leur répond en serbe, d'où un effet comique renforcé –, et devant qui ils s'évertuent à qui mieux mieux à dénigrer les Serbes et à exalter leur mère patrie, la Hongrie, blâmant au passage Gavrilovic pour sa tiédeur. Nady Pál, modéré comme ce dernier, condamne lui aussi toute violence. A peine a-t-il le dos tourné que les "patriotes girouettes" changent une fois de plus de discours.

4.3 La première partie de l'acte III donne la version féminine du "patriotisme". Après un bal d'officiers hongrois où elles se sont rendues "pour donner le change" et se sont laissé faire la cour avec délice et complimenter pour leur hongrois parfait, Nancika et Milcika échangent leurs impressions, regrettant que les nécessités du patriotisme serbe leur interdisent désormais de telles fréquentations et les contraignent aussi à renvoyer leur servante hongroise, qu'elles apprécient beaucoup. Zelenicka survient et se lance dans une leçon de morale linguistique (éviter les mots allemands et hongrois) et guerrière : donnant les amazones en

⁶ L'État médiéval serbe ayant été conquis par les Turcs à cause des divisions et de la mésentente entre les seigneurs serbes, la devise serbe allait être : "Seule l'entente sauve les Serbes".

⁷ Avant-dernier souverain de la dynastie serbe médiévale des Nemanjici, le roi Dusan prit le titre d'empereur en 1346 ; il agrandit considérablement l'État serbe aux dépens de l'Empire byzantin en conquérant la Macédoine et une grande partie de la Grèce ; ayant élevé l'archevêque de l'Église autocéphale serbe au rang de patriarche, il se fit proclamer "empereur des Serbes et des Grecs" ; il projetait même la conquête de Constantinople avec l'aide de Venise, mais mourut avant d'avoir pu se lancer dans cette entreprise. Les grands féodaux serbes allaient dépecer son royaume en profitant de la faiblesse de son fils Uros. L'empire de Dusan représente donc le sommet de la puissance serbe dans l'histoire.

exemple, elle se propose de fonder un comité de femmes patriotes, dont les activités comporteraient des soirées où, encore pour donner le change, seraient invités de jeunes officiers hongrois... ce qui enthousiasme Milcika. Exaltée, Zelenicka entame une démonstration de la bataille de Saint-Thomas. Gavrilovic, qui cherche Zutilov, interrompt ses explications. Un dialogue de sourds s'engage entre l'humaniste préoccupé du sort de ceux qui souffrent et la "patriote" plaçant la gloire de la nation au-dessus des vies humaines :

ZELENICKA : On voit bien à présent que les Serbes vont vaincre leurs ennemis.

GAVRILOVIC : A quoi bon, si les gens souffrent tant ! Combien de villages détruits, combien de personnes restées démunies, sans même un toit sur la tête ! Mon cœur pleure pour eux.

ZELENICKA : Ha, ha, ha ! Les Serbes voudraient obtenir quelque chose sans rien risquer. Que soit détruit non seulement autant qu'il y a eu jusqu'à maintenant d'incendié et de dévasté, mais même deux fois plus ! [...] Que tout soit détruit, dans peu de temps cela renaîtra comme le phénix... Pensez-vous donc que la liberté s'achète si facilement ? Ah, mon cher Gavrilovic, les maisons tombent et se relèvent, tandis que la nation, elle, vit.

GAVRILOVIC : Si vous aviez vu une mère pleurer son fils, et une femme son mari...

ZELENICKA : Est-ce qu'elles ne pleurent pas de toute façon quand quelqu'un de leur famille meurt ? Voyez-vous, la femme... elle trouvera un autre mari, ou elle s'enorgueillira d'être la veuve d'un héros tombé pour la patrie ; la mère... en tant que Serbe, c'est si son fils mourait dans son lit qu'elle devrait pleurer.

GAVRILOVIC : Il est rare d'entendre une femme parler comme vous.

ZELENICKA : C'est que chacune ne ressent pas ce qu'est la fierté nationale.

A l'entrée de son neveu Leprsic avec une cocarde hongroise, Zelenicka se récrie d'indignation... jusqu'à ce qu'il lui explique son stratagème. Éclairée, elle conclut que ce sont les Serbes traîtres et partisans des Hongrois⁸ qui refusent de porter la cocarde hongroise ! (Sterija pousse ici le comique jusqu'à l'absurde, et la satire se fait sarcasme). Ulcéré, Gavrilovic quitte les lieux, sévèrement critiqué par la tante et le neveu. Zutilov annonce que les Hongrois semblent l'emporter, aussi pense-t-il qu'il serait avisé de s'entendre avec eux, mais Smerdic apporte d'autres nouvelles plus fraîches : Pest est tombé, et les Hongrois vont se retirer. Milcika confirmant le départ des Hongrois, Leprsic entonne le chant patriotique serbe "Debout, Serbes mes frères, la Liberté appelle !" On notera qu'ici Sterija, fait rare

⁸ Dans le texte original "magyaron", injure récurrente utilisée à tort et à travers par les "patriotes", notamment à l'égard de Gavrilovic. Ce mot désignait en Croatie, de façon péjorative, les partisans du parti dit "unioniste", qui était favorable à l'entente avec les Hongrois. On remarquera qu'en 1848 les Serbes de Voïvodine et les Croates, qui s'estimaient également lésés par le refus des Hongrois de leur accorder une plus grande autonomie et se considéraient comme un peuple avec la même langue, s'étaient rapprochés au point qu'une délégation de la Diète croate avait salué l'élection du patriarche serbe Rajacici, lequel avait ensuite intronisé le général croate Jelacic ban de Croatie dans l'église Saint Marc à Zagreb. *Sic transit...*

chez un écrivain, s'autoparodie : il est en effet lui-même l'auteur de ce chant patriotique, composé pour sa pièce allégorique *Le rêve de Kraljevic Marko* ; or, dès la représentation à Belgrade en 1847, ce chant était devenu une sorte de "Marseillaise serbe" chez les Serbes de Hongrie, et on peut mesurer l'amertume de Sterija pour qu'il soit allé jusqu'à le faire systématiquement chanter dans *Les patriotes* par les personnages négatifs.

4.4 L'acte IV est le plus incisif. Il montre les "patriotes", dans leur comité où ils dirigent la ville, rançonnant et chassant tous les "anti-Serbes" ou "pro-Hongrois", allemands, juifs, et Serbes eux-mêmes s'ils sont soupçonnés de sympathie envers les ennemis... Les "patriotes" pratiquent une purification ethnique qui se proclame comme telle :

ZUTILOV : Et voilà, même les Juifs ne sont pas encore chassés.

SMRDIC : Pour ce qui est des Juifs, que cela attende encore un peu.⁹

ZUTILOV : Savez-vous bien que la Voïvodine doit être pure ; le savez-vous?

SMRDIC : Nous la purifions autant qu'il est possible ; mais pour ce qui est des Juifs, c'est mieux ainsi.

ZUTILOV : allons donc, si on ne peut pas le démontrer aux gens... et alors, pour eux, c'est le président du comité qui est dans son tort. Ils disent "Nous voulons une Voïvodine pure, qu'on en chasse les magyarons", et lorsqu'on commence à le réaliser, ils ne vous laissent pas faire.

SMRDIC : Et à part les Juifs, il y a encore du pain sur la planche. Regardez combien il y en a parmi les Serbes qui n'ont pas de moustaches. Or un Serbe sans moustaches ne peut pas être un Serbe, c'est donc un magyaron.

NANCIKA : Mais les Hongrois aussi portent des moustaches.

SMRDIC : Oui, mais les Allemands n'en portent pas, et ils sont bien connus pour être des magyarons ; donc les Serbes sans moustaches sont aussi des magyarons.

L'absurdité du raisonnement souligne la sottise dans la cruauté des "patriotes", qui montrent par ailleurs leur vrai visage de profiteurs du patriotisme, dont le but réel est de s'enrichir par tous les moyens. Le comique de situation est particulièrement flagrant lorsque, se disputant leur butin, ils en viennent à se lancer leurs quatre vérités à la figure et se démasquent ainsi eux-mêmes mutuellement. Zutilov affirme qu'il n'avait pas réussi à s'enrichir autant en dix ans avec les Hongrois qu'il vient de le faire pendant les quelques semaines où il a été président du comité. Quant à Gavrilovic, qui les gêne avec son honnêteté scrupuleuse, les "patriotes" s'apprêtent à s'en débarrasser en l'accusant de défaitisme et de trahison. Mais l'annonce de l'arrivée imminente des Hongrois sème la panique dans leurs rangs, et ils décident de fuir en Serbie, non sans avoir pillé au préalable les fonds

⁹ Smdric pense en fait qu'il doit être encore possible de leur soutirer de l'argent avant de s'en débarrasser.

municipaux. Gavrilovic, consterné, se prépare à s'exiler lui aussi, n'osant rester là où les "siens" ont commis tant d'exactions ; il pleure le sort du peuple serbe entre les mains de tels "patriotes" :

GAVRILOVIC : Qu'avais-je besoin de cela ? Si je pars avec eux, ils crieront que je suis un partisan des Hongrois ; mais d'un autre côté est-ce que je peux rester ici, où ils ont tellement pillé et spolié ? Malheureux peuple, entre quelles mains es-tu tombé pour veiller à ton bonheur ! Ceux qui se sont enrichis à tes dépens prennent la fuite ; et qu'advient-il de ceux qui ne peuvent fuir, qui sont vieux, faibles ou malades, nul ne s'en soucie. Malheur à toi, peuple : tu souffres, et eux, ils se réjouissent ; tu déperis, et eux, ils s'enrichissent. Mais c'est notre destin, depuis Kosovo, de pleurer notre passé. Je pars au loin, pour ne pas voir le malheur du peuple ; je pars pour ne pas entendre les assassins de leur propre nation, ces gens sans foi ni loi et gibiers de potence, se donner eux-mêmes sans vergogne le nom de patriotes.

Pour ce quatrième acte, Sterija s'est inspiré des événements dans sa ville de Vrsac du début de 1849, lorsqu'y arrive l'armée serbe, jusqu'aux premiers jours de mai, lorsqu'elle est reprise par les Hongrois. Début janvier avait effectivement été fondé un comité, auquel le patriarche Rajacic avait donné les pleins pouvoirs. Sterija en a lui-même fait partie pendant une très courte période, une dizaine de jours tout au plus, mais qui a été suffisante pour qu'il en voie le fonctionnement de l'intérieur et pour qu'il soit, comme son personnage Gavrilovic, contraint de s'exiler en Serbie en même temps que les autres membres du comité, dont il connaissait les malversations et les exactions. Comme il s'est inspiré directement de son expérience personnelle, le monologue de Gavrilovic à la fin de l'acte semble être sa propre confession.

4.5 L'acte V se déroule à Belgrade, où tous les personnages ont trouvé refuge. Serbulic et Srdic trouvent les Serbes de Serbie bien ingrats envers eux qui ont montré tant de patriotisme. Estimant, malgré tous leurs pillages, n'avoir rien gagné avec la "Voïvodine serbe", ils concluent qu'il aurait mieux valu rester aux côtés des Hongrois. Gavrilovic cherche à rassembler de l'argent pour aider les réfugiés serbes, qui ne se sont pas enrichis, contrairement aux "patriotes", et dont beaucoup sont en danger de mourir de faim ou de maladie. Serbulic et Srdic refusent en se lamentant sur leur propre sort. Nancika apprend à son époux que leur fille est demandée en mariage par un médecin, mais qu'il s'agit d'un Hongrois ; comme il ne demande pas de dot, Zutilov n'y voit aucun inconvénient, et Nancika rappelle qu' "ils vivaient mieux avec les Hongrois en Voïvodine qu'avec les Serbes de Serbie". Serbulic déclare à Srdic qu'on lui a proposé de signer un document adressé à l'empereur d'Autriche, par lequel les Serbes désavoueraient la Voïvodine, en échange de 50 ducats-or. Quant à Leprsic, il renonce crûment à l'empire serbe et autres "foutaises". Reprenant les paroles mêmes de Leprsic lors de l'épisode des cocardes, Gavrilovic fait ironiquement remarquer que "le patriotisme autorise tout", et annonce que Milcika va épouser un Hongrois de ses connaissances, et que Leprsic a accepté un poste en Serbie, renonçant ainsi à lutter pour la cause de la Voïvodine serbe. Apprenant ces nouvelles, Zelenicka défaille et en appelle aux mânes des héros serbes... jusqu'à ce que Gavrilovic lui remette une lettre d'un ami hongrois à elle : les "patriotes" se déclarent scandalisés par cette correspondance de Zlenicka avec

l'ennemi. Gavrilovic résume alors toutes les dernières actions peu glorieuses des "patriotes", qui se liguent du coup contre lui, le traitant de mauvais Serbe et de magyaron. Gavrilovic ne peut que soupirer contre ces maudits "patriotes" en lançant une dernière flèche à leur encontre :

GAVRILOVIC : Oh, patriotes, patriotes, je m'en vais raconter au monde ce que vous avez fait ; que je voie s'il s'en trouvera un seul pour dire qu'avec de tels gens un peuple peut prospérer.

5. Quelques remarques : de la préface de Sterija à notre conclusion

On aura compris que la présente comédie, bien que l'auteur l'ait désignée comme une "pièce gaie en cinq actes", n'est pas des plus joyeuses, et qu'on pourrait plutôt la qualifier de satire sombre, acerbe et douloureuse. C'est une comédie sans fin optimiste, car l'écrivain n'accepte pas de bercer le public d'illusions ni de passer sous silence des vérités qui font mal : à la fin la défaite est complète, celle de l'individu comme celle de la société. On a pu de ce fait dire de cette comédie qu'elle était peut-être la plus réussie des tragédies de Sterija.

L'écrivain a lui-même souligné que, bien qu'il s'appuie de façon très précise sur la chronologie d'événements réels, il n'avait pas cherché à faire une reconstitution historique, mais à donner sa propre vision des événements de 1848-1849 en Voïvodine, en peignant les personnages dans les événements bien plus que les événements eux-mêmes. Il ne s'est pas tant penché sur les faits, à l'époque bien connus de tous, mais sur les comportements négatifs, le commerce et la manipulation du sentiment national, bref le faux patriotisme, comme il l'annonce dans une brève préface à la pièce : "[...] les mauvais et les corrompus, comme il s'en trouve partout, utilisent sous l'aspect du patriotisme chaque occasion qui sert leur égoïsme, et donnent les conseils les plus insensés, sans se préoccuper si cela causera du tort à leur commune ou à leur peuple." Son dessein est bien satirique, puisqu'il écrit : "Que cette pièce soit donc comme une histoire privée du mouvement serbe. Tout ce qui a été bon sera décrit par l'Histoire, ici ne sont présentés que les passions et les égoïsmes. "En héritier du siècle des Lumières et du rationalisme, bien plus cosmopolites et ouverts que le romantisme triomphant de son temps, il ajoute que son but est didactique – finalement, ainsi qu'on l'a dit, il cherche, comme dans ses autres comédies, à débusquer les vices – : "Et que mon intention n'est pas de couvrir le peuple de boue, mais de l'instruire et de lui faire prendre conscience que les vices savent subsister jusque dans les plus grandes causes, tout patriote raisonnable en conviendra avec moi." Sterija veut en somme faire passer le message suivant : la révolution, les conflits armés ne sont pas un moyen de résoudre la question nationale ou les problèmes sociaux. Il reste un partisan de la raison, un propagateur des lumières, qui préfère, tout comme certains libéraux hongrois, la discussion parlementaire à l'exaltation nationale romantique.

Sterija n'a ni publié ni fait représenter *Les patriotes* de son vivant, sachant comme le thème abordé était sensible et combien les personnages des faux patriotes fâcheraient les lecteurs et les spectateurs : "je sais à l'avance comme cela sera mal pris par tous ceux qui ne regardent pas le peuple autrement qu'une mère son enfant, et qui désireraient toujours qu'on en dise du bien." Il faudra attendre plus de 50 ans

pour que cette comédie, la plus mûre et la plus complexe de toutes celles de Sterija, soit représentée (1904) puis publiée (1909). Le sens aigu de l'observation des caractères et la critique impitoyable des phénomènes sociaux étonnent aujourd'hui par leur actualité : certaines des déclarations pompeuses de "patriotisme" des faux patriotes semblent avoir été écrites à l'instant, et il n'est guère difficile de reconnaître dans les actuels politiciens et criminels de guerre serbes les personnages des "patriotes" de Sterija. Les conflits dans l'ex-Yougoslavie ont amplement montré que nombreux sont les profiteurs de tous poils qui se cachent derrière le masque du patriotisme et reprennent la devise des héros de Sterija, selon laquelle "le patriotisme autorise tout". Cela dit, cette pièce montre que, contrairement à ceux qui affirment que les Serbes auraient une propension naturelle et ancienne au nettoyage ethnique, il existe des écrivains et intellectuels serbes qui, dès le milieu du siècle dernier, ont su mettre en garde contre les dangers du nationalisme et dénoncer ceux de leurs compatriotes qui exploitent le sentiment national à des fins criminelles. Mais la littérature, peut-elle à elle seule préserver les hommes des bégaiements de l'histoire ?

Identités hongroises

Les peuples et les nations connaissent dans leur vécu identitaire, surtout lorsqu'il s'agit d'une nation ancienne comme la Hongrie, des cycles qui renvoient souvent à des cycles géopolitiques. A cet égard, notre propos de ce matin consistera à repérer les mutations de l'identité hongroise depuis quelque deux siècles, tout en montrant les continuités.

La première constante de l'histoire identitaire de la Hongrie concerne la perception de sa singularité ethnique. Celle-ci se déploie dans l'histoire hongroise selon des articulations précises. Il y a bien sûr la singularité de la langue qui renvoie immédiatement aux origines asiatiques lointaines de la Hongrie, peuple finno-ougrien incrusté entre le monde slavo-byzantin et l'espace germanique dès le Moyen-Âge. Comme corollaire immédiat de cet état de fait, la certitude hongroise d'être non seulement à part mais aussi d'être un peuple repoussé, haï et craint par les autres peuples, notamment les Slaves. Cette hantise d'une insularité identitaire fondera un des grands thèmes de la psychologie hongroise, celui de l'incompréhension et de la solitude. Cette constante de la littérature et de la pensée politique hongroise, ce sentiment de solitude, est lié aussi à un sentiment de défiance des autres. Il ne s'agit pas ici de faire la psychologie des peuples mais de se rappeler qu'en amont des comportements géopolitiques, il existe un réseau de certitudes identitaires qui conditionne l'action des peuples. Cette solitude hongroise est vécue d'autant plus amèrement que la Hongrie s'est toujours voulue désespérément occidentale, ne serait-ce que, et surtout parce qu'elle a été, à l'époque moderne, un rempart contre la déferlante des Ottomans en Europe. La Hongrie a sauvé l'Occident, et l'Occident l'a toujours ignoré, entendais-je lorsque jeune homme je fréquentais les milieux hongrois, où l'on ajoutait : "Nous sommes, par notre engagement religieux, indissociablement liés à l'Europe occidentale et non au monde slavo-byzantin".

La référence au monde slave et orthodoxe est un fondement majeur de l'identité hongroise tant du point de vue interne qu'externe. En effet, le Royaume de Hongrie, puis la Hongrie autrichienne, puis la double monarchie virent le pays dominer politiquement et socialement les peuples slaves (Croates, Slovaques) ou orthodoxes (Roumains). On verra après 1848 et 1867 que la Hongrie se posera comme un rempart au panslavisme impérial russe qui menace l'Europe Centrale. L'idée hongroise, au XIX^e siècle, se dresse contre l'idée russe et se rapprochera pour cela de l'idée allemande.

Concrètement, la géopolitique n'est pas seulement une question d'idées, mais de jeux de forces. La thématique hongroise sera, à la fin du siècle dernier, articulée autour de la certitude de la modernité du peuple hongrois qui fait face aux "hordes de l'Est" pour le salut de l'Europe. Dans le rôle de l'ennemi héréditaire, ou du "mauvais objet" comme disent les psychanalystes, le Russe et ses commensaux slavo-orthodoxes avaient remplacé le Turc. La fonction de la Hongrie demeurait la

même, celle d'un rempart en Europe Occidentale. La Hongrie, qui dans le cadre de la double monarchie, entame sa modernisation agricole et industrielle, est une Hongrie dominée socialement par une féodalité et une bourgeoisie germano-juive. La Hongrie de cette époque pratiquera une magyarisation de ses minorités non seulement par nationalisme mais aussi avec l'idée d'une mission civilisatrice vis-à-vis des peuples arriérés et sous-développés qu'elle a sous sa tutelle. Cette mission civilisatrice de la Hongrie, nourrie du sentiment d'une supériorité, va se conjuguer avec le sentiment de solitude. Entre 1867 et 1914, la société hongroise connaîtra de grands changements. Partenaire de l'Autriche, elle se lance dans un développement dont le corollaire sera une urbanisation, notamment l'essor de Budapest. L'émergence d'une métropole importante inaugure une mutation dans l'identité hongroise qui s'était déployée, jusque-là, dans une certaine ruralité. Désormais, la Hongrie est un pays urbanisé. Budapest, c'est la modernité, en tout cas l'ouverture à un certain désenclavement identitaire, ne serait-ce que par l'afflux d'une importante communauté juive venue de l'est du pays. A ce moment-là se pose la question suivante : Budapest est-elle le foyer, le centre de l'identité hongroise ou en est-elle le lieu de perte ? Le phénomène Budapest est une nouvelle expression de la magyarité ; pour certains, il est source de fierté, pour d'autres, il est la source de l'interaction mortelle de cette magyarité.

Sur le plan géopolitique, cette Hongrie moderne se sent toujours menacée par la Russie et par l'hésitation des peuples slaves du Sud. Désormais, son identité géopolitique se recale sur la perception de la "Hongrie rempart". Ce n'est plus, cette fois-ci, un rempart contre les Turcs, mais contre la marée slave qui menace intérieurement et extérieurement la Hongrie, l'empire austro-hongrois, et d'une façon plus large, l'Europe. Cette structuration identitaire aura pour effet politique d'amener Budapest à s'appuyer de plus en plus sur Berlin et sur Vienne.

C'est de ce point de vue qu'il convient d'aborder la première guerre mondiale et ses suites. Les milieux dirigeants hongrois sont entrés dans le conflit mondial avec l'intention de régler la question slave tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du royaume de Hongrie. C'était là, tout autant que la volonté d'extension territoriale, le motif profond de cette belligérance. La défaite militaire et la crise sociale qui suivit, inaugurent un nouveau cycle identitaire pour la Hongrie. Le démantèlement du pays, la guerre civile communiste, la répression de la contre-révolution horthyste, feront, en deux ans, passer la Hongrie du statut d'une puissance danubienne majeure à celui d'un pays en rétraction territoriale et en dépression identitaire. Le pôle dépressif, pour parler comme les psychologues, est alimenté par le sentiment d'une profonde injustice. Il y a eu non seulement une hémorragie territoriale, mais aussi des centaines de milliers de Hongrois vivant désormais dans des nouveaux pays où de dominants qu'ils étaient, ils doivent assumer leur statut de minorité. D'autre part, l'identité hongroise se redéploie face à un autre espace d'angoisse, celui de la hantise du communisme. La Hongrie devient ainsi un rempart mutilé contre le communisme. L'expérience bolchévique de Béla Kun a profondément marqué les esprits et a, en quelque sorte, favorisé un dédoublement de la perception de la menace sociale contre les fondements de la société hongroise menée par l'ennemi éternel, la Russie soviétique.

L'irrédentisme des provinces perdues et la crise économique permanente d'un pays privé de ses débouchés vont faire subir à l'identité hongroise un traumatisme majeur dont elle n'est toujours pas remise. Sur le plan diplomatique, cette période inaugurerait le révisionnisme, c'est-à-dire la volonté d'annuler les traités, attitude qui amènerait la Hongrie à se solidariser avec le bloc des insatisfaits (Allemagne, Autriche, Bulgarie, Italie), cela d'autant que le conservatisme social et la peur du communisme ont radicalisé à droite la société hongroise.

La Hongrie se victimisera pendant toute cette période de l'entre-deux-guerres et continuera en même temps à percevoir la menace à l'Est et à se définir contre un rempart. Cette fois-ci, ce n'était plus le rempart contre les Ottomans, ni contre la Russie panslave, mais contre la Russie révolutionnaire et bolchévique. Ce sentiment était aussi renforcé par la certitude que les autres nations slaves, ou des nations orthodoxes, persécutaient les Hongrois avec la complicité des vainqueurs. Ces soubassements idéologiques du révisionnisme hongrois montrent la stabilité du dispositif identitaire hongrois à travers ses incarnations successives : isolement, incompréhension, hostilité des autres. Le destin identitaire de la Hongrie pourrait se résumer à celui d'une sentinelle mal-aimée. La "mal-aimance" est une continuité dans la perception hongroise de son environnement ; il s'agit là d'un sentiment plus fort que la perception traditionnelle d'hostilité d'un pays qui peut avoir peur de ses voisins. Solitude, incompréhension viennent stimuler l'idée d'une spécificité. Or, la Hongrie avait toujours voulu être au service d'une convivialité : au service de la chrétienté contre l'Ottoman, au service de la Kaisertréue autrichienne, au service d'un ensemble danubien qu'elle civiliserait. Or les années de la défaite l'ont rapetissée physiquement et enfermée dans un blocage identitaire victimaire.

L'approche de la seconde guerre mondiale sonnera pour la Hongrie comme le chant du cygne de son nationalisme. Après qu'a été récupéré le sud de la Slovaquie, l'Ukraine sub carpatique, une partie de la Transylvanie et le Banat serbe, ce retour éphémère à la grande Hongrie aura un prix à payer, celui de la satellisation du pays, dans un premier temps, par l'Allemagne nazie, puis, dans un deuxième temps, par l'arrivée des Soviétiques. Presque cent ans après l'entrée des troupes du Tsar pour soutenir la contre-Révolution de 1848, la Russie, cette menace constante pour la Hongrie, est revenue dans le pays. De surcroît, cette fois-ci, la Russie contrôle l'ensemble de l'Europe centrale et va imposer un nouvel ordre social et politique qui va briser l'armature identitaire hongroise. Désormais, la Hongrie ramenée à ses frontières de 1938, n'est plus qu'un élément du camp socialiste. La soviétisation du pays passe par l'éradication impitoyable du nationalisme et aussi, pourrait-on dire, par un abaissement et une disparition du sentiment national. La culture socialiste s'impose avec force à un pays vaincu. Désormais, l'identité hongroise n'est plus seulement dépressive, elle est tragiquement abaissée et annihilée.

De 1946 à 1956, l'éclipse est totale : la Hongrie n'est plus qu'un segment du monde socialiste, et n'a plus qu'un seul droit : parler sa langue. La construction du socialisme dans ce pays n'a de sens que dans l'oubli, ou plutôt dans le refoulement de son identité au nom de la fraternité socialiste des peuples et de la disparition des anciennes classes dirigeantes. Il n'est pas exagéré de dire que l'extrême détresse sociale et économique jointe à l'extrême dénuement identitaire explique la révolte de

1956. Paradoxalement, la tragédie de 1956, l'écrasement de l'insurrection rétabliront dans l'opinion mondiale l'image de la Hongrie comme nation à part entière, comme une nation martyr. Le drame de 1956 jouera un rôle de catharsis pour les pays de l'Ouest car l'époque horthyste, celle de la collaboration avec l'Axe, sera purgée par la souffrance et l'exil de nombreux Hongrois. Cette catharsis aura aussi un rôle positif vis-à-vis du monde soviétique qui comprendra qu'on ne peut pas faire n'importe quoi avec les Hongrois, à commencer par essayer de les décérébrer et de leur faire oublier leur identité.

L'après 1956, l'époque de Kádár, jusqu'à la fin du Communisme, inaugura enfin une nouvelle étape de soumission politique et l'URSS, en échange d'une certaine ouverture, permit un retour partiel de la fierté nationale. Désormais, il n'est plus honteux d'être Hongrois, ni pour l'Ouest qui a conféré le martyr au pays, ni pour l'Est qui a compris qu'une seconde insurrection serait fatale à la présence soviétique dans l'ensemble de l'Europe de l'Est.

La génération post-Kádár retrouvera un certain calme politique qui favorisera une certaine récupération identitaire. Désormais, la Hongrie se lance, à travers le COMECON, dans l'expérience d'un développement économique avec une grande loyauté vis-à-vis de Moscou.

L'identité des peuples réserve de grandes surprises. L'observateur s'était habitué à l'idée que la Hongrie était devenue une nation du camp socialiste quelque peu embourgeoisée, qu'elle avait oublié les grandes heures de son passé, ses drames, ses exaltations et ses fièvres. Bien sûr, subsistait la question des Hongrois vivant en dehors de leur pays, en Serbie, en Roumanie, en Slovaquie. La présence des communautés hongroises à l'étranger ravivait en permanence la plaie béante du traité de Trianon mais tout laissait à penser que la Hongrie avait pris sa retraite de l'histoire et donc qu'elle avait aussi pris sa retraite par rapport à son passé. C'était là mal connaître la force et la continuité hongroises. Cette Hongrie, apparemment assoupie, lèvera deux fois de suite le drapeau de l'insurrection, à sa façon : en Roumanie, où les premiers ébranlements du régime Ceaușescu émanèrent de la minorité hongroise ; en Hongrie même où les autorités facilitèrent le départ des Allemands de l'Est, inaugurant ainsi une crise qui devait emporter le mur. La Hongrie joua un rôle important dans l'effondrement de l'immense empire soviétique.

Qu'en est-il aujourd'hui de l'identité hongroise ? Depuis maintenant six-sept ans, la Hongrie est sortie de toute une série d'enfermements identitaires. Après être sortie de la tutelle autrichienne, après être sortie de l'enfer de l'irréductibilité des provinces perdues, après être sortie de la nuit soviétique, la Hongrie a repris sa place en Europe dans le cadre d'une économie de marché et d'une démocratie forte et calme. La Hongrie est aujourd'hui redevenue un pays d'Europe comme les autres. La longue anabase identitaire, parsemée de souffrances collectives terribles, aura permis la réorientation géopolitique du pays qui n'est plus, désormais, une sentinelle à la périphérie de l'Europe, mais qui s'est inséré dans l'ensemble des pays européens que son histoire a grandement servis. Certes, le sort difficile des Hongrois de Slovaquie et des Hongrois de Roumanie pèse toujours sur l'identité hongroise et donc sur la politique hongroise, mais il est à penser que le processus de démocratisation générale dans lequel s'est lancée l'Europe de l'Est permettra un jour

une solution de la question des minorités hongroises en Europe orientale, par le développement économique et par la démocratisation.

La Hongrie millénaire fêtera le centième anniversaire du traité de Trianon en 2019 avec le sentiment continu d'une injustice et sans atténuation de sa douleur identitaire. Mais tout laisse à penser qu'il n'y aura plus jamais de tentations violentes. Les douceurs du marché économique et les charmes de la démocratie auront certainement anesthésié à tout jamais les ogres belliqueux avides de récupération des territoires perdus. La Hongrie aura eu un long travail de deuil à effectuer, plus long que la plupart des autres peuples de la région.



L'élargissement de l'Europe à l'épreuve des nouvelles réglementations ? Régulations sociales et réglementations autonomes dans l'Union Européenne

Du point de vue social ou économique, la situation reste complexe à l'heure où se pose la question de l'élargissement de l'Union européenne (U.E) à des pays de l'Europe de l'Est. L'Europe est aujourd'hui marquée par une double transition. Dans beaucoup de pays de l'Est se poursuit une évolution amorcée dès l'après-1989 en vue de l'institution d'une économie de marché pouvant s'intégrer dans le contexte de la mondialisation. Mais en Europe de l'Ouest, berceau de l'U.E., d'autres mutations opèrent avec force. Elles tendent à transformer les divers modes de réglementations, économiques ou sociaux, qui prévalaient dans le passé. Dans ce contexte, on passe ainsi d'un modèle de régulation plutôt intégré à un modèle plus décentralisé comme le montrent, entre autres, tous les mécanismes qui régissent les rapports de travail au sein de l'entreprise ou plus généralement de l'économie¹. Dès lors, la question de l'élargissement devient plus problématique. De par son statut, elle implique l'institution de processus d'intégration plus ou moins affirmés, alors que ceux qui existaient dans les pays de l'U .E. sont de plus en plus l'objet de mises en cause, lorsqu'ils ne sont pas déjà amplement dépréciés.

1. Le contexte aujourd'hui

Longtemps, l'U.E. fut marquée par un ensemble de nations dont l'une des particularités essentielles relevait du poids de l'État au sein de la régulation sociale. Exception faite de l'Angleterre – encore – cette tradition était vraie tant dans les pays de l'Europe du Sud que dans ceux de l'Europe du Nord. Au niveau international, ce que l'on nommait hier la "Communauté européenne", apparaissait ainsi comme l'incarnation d'une sorte de tradition keynésienne qui tranchait face à un "tiers-monde" aux économies souvent dérégulées ou à des USA plus proches des normes capitalistes les plus pures². Cette "façon de voir" que l'on retrouve encore dans de nombreux écrits militants ou médiatiques traitant de la mondialisation, est-elle encore conforme à la réalité ? On peut en douter au regard des évolutions qui typent les divers processus de régulation sociale à l'œuvre dans beaucoup de pays de l'Union. Et notamment de ce qui relève des rapports entre la loi et la négociation au sein des mécanismes de régulation concernés aujourd'hui. Les "ordres" qui marquent ceux-ci – l'ordre du politique ou du législateur qui implique une production de règles juridiques, impératives et souvent centralisées et l'ordre de la négociation collective³

¹ Domaines auxquels nous nous en tiendrons dans ce texte, faute de place.

² Ce qui naturellement n'exclut pas des formes d'intervention propres aux pouvoirs publics. Dans la période très récente, l'exemple de la politique de subventions des «farmers» définie par George Bush montre l'ambivalence, à certains égards, du modèle américain.

³ Négociation collective directe, naturellement.

qui induit plutôt une production contractuelle de règles et donc des régulations (plus) locales et autonomes⁴ – voient leur statut et leur influence respectifs se modifier. Et leur coexistence changer profondément de contenus.

2. Un cas exemplaire : le temps de travail

Les liens entre la loi et la négociation se reflètent de façon très particulière dans un cas qui apparaît à ce titre comme un cas exemplaire : la durée du travail. La baisse du temps de travail est en effet l'une des tendances majeures qui a touché l'évolution du travail au cours du XX^{ème} siècle. S'inscrivant comme revendication dès les débuts du mouvement ouvrier mais aussi comme règle de droit à l'origine des premières grandes mesures sociales⁵, la durée du travail marque – plus que d'autres thèmes – l'évolution des rapports entre la loi et le contrat, et ceci dans de nombreux pays d'Europe.

Jusqu'au début des années quatre-vingt en effet, deux types de rapports entre la loi et la négociation ont pu spécifier les régulations existantes dans les États de l'U.E.. Dans certains contextes, la loi s'impose à la négociation. Les régulations politiques encadrent plus ou moins fortement les régulations issues du contrat et de l'accord collectif. L'objet de la négociation – lorsque celle-ci existe – est de relayer la loi au niveau des entreprises. La négociation a pour but l'application du droit sur un mode direct ou sur un mode qui vise à adapter, à aménager ou à ajuster ce dernier aux conditions de l'entreprise⁶. Au fond, la négociation contractuelle a peu ou pas d'autonomie, ici.

Dans l'U.E., la primauté du droit sur le contrat a pu concerner des pays très divers tant par leurs traditions contractuelles, politiques ou culturelles que par leur localisation en Europe. Des pays de l'Europe du Sud, marqués dans le passé par de fortes traditions catholiques restaient très largement modelés par des mécanismes de régulation fondés prioritairement sur le droit et l'intervention de la puissance publique. En Europe du Nord, d'autres pays façonnés par de très fortes traditions sociales-démocrates – la Suède ou la Finlande – relevaient d'un modèle analogue.

Ailleurs, la négociation collective se voyait attribuer une fonction dominante, selon des modalités diverses. Elle pouvait s'inscrire dans des régulations contractuelles très centralisées et s'exercer surtout au niveau interprofessionnel (ou national). La Belgique, les Pays-Bas ou le Portugal étaient ainsi concernés par un tel mode de négociation. Mais elle pouvait aussi procéder de régulations beaucoup plus localisées – la branche et la région – comme en Allemagne fédérale. Pourtant quelles que soient les modalités qui la régissaient, la négociation collective avait bien pour rôle de produire des règles qui s'appliquaient à la totalité des salariés qu'elle concernait. Elle ne découlait certes pas de la loi ou de l'intervention politique. Mais

⁴ Régulation autonome ou encore *normativité sociale ordinaire* pour reprendre Jean-Daniel Reynaud (Reynaud, 2001 ; voir aussi, Reynaud, 1989).

⁵ En France par exemple, la première loi sociale est promulguée par Louis-Philippe, roi des Français, le 22 mars 1841. Elle vise à la limitation et à la réglementation du temps de travail des enfants.

⁶ Le cas patent en France est incarné par la loi Aubry sur les « 35 heures » (Groux, 2001).

dans l'esprit comme dans la lettre, les accords qu'elle engendrait revêtaient, sauf exception, un statut très proche de celui des règles de droit.

En fait, par-delà les divers modes de régulation qui caractérisaient dans le passé les pays de l'U.E., il n'est pas abusif de dire que ceux-ci se reconnaissent à divers degrés dans une tradition (sociale mais aussi politique) commune. Certes – on l'a vu – selon les États, les régulations concernées pouvaient relever du droit ou du contrat comme elles pouvaient s'appuyer sur des procédures centralisées ou non. Reste qu'elles avaient un trait commun qui leur conférait une double fonction. La loi comme la négociation avaient en effet pour fonctions, une fonction de protection des salariés et une fonction d'unification des conditions de la concurrence entre les entreprises⁷. En d'autres termes, la loi comme la négociation répondaient, chacune à leur manière et selon des modalités qui leur étaient spécifiques, à ce que l'on nomme "l'ordre public social". Dans une large mesure, ce sont bien ces traits essentiels qui façonnaient hier les régulations existantes en Europe qui sont, désormais, à divers titres et degrés, l'objet de fortes mises en cause.

Pour en rester (pour le moment) au thème de la durée du travail, un constat s'impose en effet. La négociation collective est de plus en plus souvent décentralisée tandis que l'influence du législateur connaît dans bien des pays de l'U.E. un recul plus ou moins important. Peu répandue en Europe jusque dans les années quatre-vingt, la négociation d'entreprise connaît depuis un essor particulièrement vif⁸. En s'instituant au sein des lieux les plus concrets de la production, les négociations sur le temps de travail vont se définir d'après de nouveaux enjeux et de nouveaux critères de régulation. Dans ce contexte, la régulation ne se situe plus seulement selon une fonction de protection des salariés ou bien d'unification des conditions de la concurrence économique. Elle n'est plus exclusivement modelée par les attributs liés à la notion "d'ordre public social". La régulation du temps de travail relève de facteurs, les spécialistes de l'action publique parleraient peut-être ici de "référentiels" (Muller, 1990)⁹, qui procèdent plus de l'économie, des conditions de la production, voire des critères les plus purs de la productivité. Certes du point de vue des visées contractuelles (et politiques) qui l'instituent dans le champ de la négociation, la baisse du temps de travail vise au partage du travail. Les politiques menées à "Volkswagen", les objectifs poursuivis dans un premier temps par les lois Aubry ou ceux définis dans bien des pays de l'Europe du Nord, vont en ce sens. Mais se limiter à ce seul fait, reviendrait à saisir sur un mode idyllique les principes mêmes qui régissent, souvent aujourd'hui, les négociations sur le temps de travail. Celles-ci, en effet, apparaissent de plus en plus porteuses de flexibilité poussée, les procédures de flexibilisation concernées impliquant de manière indistincte la durée du travail bien

⁷ À ce sujet, cf. Freyssinet, 1997, pour la France; Boulin, Cette (1998), Cette (2000) pour l'Europe.

⁸ Sur la représentation syndicale au sein des entreprises implantées dans les pays de l'U.E., cf. Lane (1989), Slomp (2000, chapitre 6).

⁹ Dans la théorie de l'action publique, la définition d'un référentiel renvoie « à la construction d'une représentation, d'une image de la réalité » sur laquelle les acteurs interviennent ou souhaitent le faire. « Et c'est en référence à cette image que ces derniers organisent leur perception du système, confrontent leurs solutions et définissent leurs propositions d'action » (Pierre Muller, *ibid.*, 42-43).

sûr mais aussi l'organisation et les conditions de travail voire les conditions de salaires.

En tant que telles, les négociations sur le temps de travail ne constituent plus seulement l'un des vecteurs tendant à satisfaire les revendications liées à des pratiques redistributives ou à la mise en place de procédures équitables en matière de partage du travail. Elles sont aussi – et surtout (?) – devenues des instruments de régulation (et d'accompagnement) des politiques économiques concernant l'emploi et l'adaptation des entreprises aux conditions de la concurrence (locale ou internationale). Ou encore des instances (de régulation) qui incorporent de plus en plus des critères d'employabilité et de productivité économique. En ce sens, les accords sur le temps de travail demeurent foncièrement ambivalets. Relevant des traits de Janus, ils oscillent entre "des pratiques classiquement redistributives" et "l'accompagnement contractuel des contraintes issues du marché". Définis selon des normes de politique sociale, ils renvoient aussi aux diverses stratégies gestionnaires que définit l'entreprise. En fait, leur évolution marque bien les mutations des divers modes de régulation qui se définissent aujourd'hui en Europe et qui induisent l'émergence de nouveaux paradigmes dans l'univers contractuel et dans les modes dominants de "l'échange politique" (Pizzorno, 1978). On passe ainsi d'une régulation qui découlait plutôt de l'ordre (paradigmatique) du droit à une régulation où les impératifs liés au paradigme du marché interviennent avec toujours plus de force et d'insistance (Groux, 1999). En d'autres termes, ce qui est en cause ici, c'est bien l'affirmation poussée de l'autonomie des régulations issues directement de l'entreprise face aux anciennes régulations liées au "politique", au droit et à l'intervention de la puissance publique.

3. De la durée du travail à une 'dérégulation' plus étendue?

Les processus menant à la primauté des régulations autonomes sur les anciennes régulations fondées sur l'ordre juridique ou politique, ne se limitent naturellement pas au seul domaine de la durée du travail. S'étendant à bien d'autres domaines, ils concernent la plupart des pays de l'U.E., y compris ceux où existait une très forte reconnaissance de l'État providence¹⁰ (France, Italie, Suède, Allemagne, ...).

En Allemagne aujourd'hui, tout se passe comme si on assistait à la fin du capitalisme rhénan et à son ralliement aux formes les plus classiques du capitalisme anglo-saxon (Albert, 1991). Outre l'autonomie accrue de la négociation d'entreprise qui tranche avec les traditions nationales d'hier et les accords fondés sur le lien entre la branche et la région¹¹ et qui s'inspire de ce qui se passe ailleurs (*cf. supra*), d'autres faits accentuent la tendance présente. La réforme des régimes de retraite a récemment abouti à la mise en place d'un système fondé sur la capitalisation et sur l'existence de fonds de pension¹². Le fait n'est pas anodin dans un pays où l'attachement aux divers systèmes de protection sociale définis selon le principe de

¹⁰ Ou de l'État keynesien.

¹¹ La récente grève conduite par l' *IG Metall* en mai 2002 à propos des salaires, a pu encore renforcer dans certains cas l'autonomie de l'entreprise face au double contexte de la branche et du "lander".

¹² Ce système fondé sur la capitalisation coexiste avec les anciens systèmes basés sur la répartition.

la répartition est particulièrement vivace puisqu'il relève d'une tradition ancienne héritée du bismarckisme. L'actuelle réforme du gouvernement des entreprises impulsée par la "Kodex-Kommission" emprunte une voie s'inspirant aussi du libéralisme économique. Elle vise à affermir le pouvoir des actionnaires alors même que jusque-là le droit des sociétés (allemandes) reposait largement sur un engagement fondamental : la *protection de la communauté de travail* face – précisément – aux incertitudes liées aux mécanismes financiers (spéculatifs ou non).

En France, l'affirmation des régulations autonomes face aux régulations politiques est également patente, en dépit de certaines formes d'intervention juridiques ou politiques qui se maintiennent dans ce pays plus qu'ailleurs. Pour reprendre le thème de la durée du travail, la loi sur les "35 heures" a donné lieu à de très nombreuses négociations locales (plus de 40.000 accords d'entreprise qui concernent 5 millions de salariés). Et ces accords ont contribué à modifier de façon importante le premier texte de loi. Une tendance analogue montrant l'impact de la négociation sur la législation se retrouve à propos du travail de nuit des femmes. Interdit depuis le début du siècle dernier, le travail de nuit des femmes fut récemment autorisé du point de vue législatif, grâce à un vote de l'Assemblée nationale au printemps 2001¹³. Mais avant le vote de la loi, de très nombreux accords dérogatoires, non conformes au droit commun, avaient été conclus dans beaucoup d'entreprises tout au long des années quatre-vingt-dix. Ici, ce n'est plus la négociation qui procède de la loi mais bien la loi qui découle de l'accord collectif.

En Italie, les dispositifs existants en matières d'heures supplémentaires ou de durée du travail autorisent des formes de flexibilité très poussées dans l'organisation de l'entreprise, et la loi s'appuie de plus en plus souvent sur l'accord (Barisi, 2001). À l'évidence au sein des pays de l'U.E., les exemples où la prégnance des régulations autonomes l'emporte pourraient être évoqués sans fin.

4. De l'intégration en panne à la dépréciation du rôle de l'État ? Causes et raisons

L'un des paradoxes essentiels qui traverse aujourd'hui l'espace européen et marque les processus d'élargissement de l'U.E. fut évoqué ici même dès l'introduction de ce texte. Alors que l'ouverture de l'U.E. à des pays d'Europe centrale repose sur un principe d'intégration aux visages multiples (économique, social, politique, institutionnel, culturels...), les formes qui dans le passé avaient pu marquer l'application de ce principe au sein des pays appartenant aujourd'hui à l'Union se sont singulièrement dépréciées. La crise du principe d'intégration dans les grandes démocraties occidentales est bien connue. La plupart des traits qui l'étaient et facilitaient son incarnation dans la société sont, aujourd'hui, mis en cause qu'il s'agisse de la centralisation des structures de décision (politique ou autres) ; de la définition de normes qui se situaient en termes d'unification plus que de différenciation ; de l'existence de règles communes qui surplombaient les individus, les conditions de genre et de croyances ; de l'impact du droit sur les

¹³ L'interdiction du travail de nuit des femmes ne concernait cependant pas certaines activités ou professions comme les hôpitaux ou les infirmières, notamment.

réformes sociales qui renvoie par-delà... à l'idée même de l'État-nation¹⁴. Mais en l'occurrence un fait demeure. La mise en cause des divers traits qui fondaient le principe d'intégration relève de facteurs qui dépassent – et de loin – le contexte de l'entreprise.

La mondialisation : un faux problème ?

Pour beaucoup d'auteurs, l'affaiblissement des ressorts de l'État nation qui constituait à bien des égards la matrice essentielle du principe d'intégration est dû à l'impact de la mondialisation et de ses effets sur les marchés et les économies de nombreux pays. En fait, il s'agit là d'un raisonnement à bon compte qui pêche par économisme, un économisme excessif qui modèle désormais beaucoup d'écrits "anti-mondialistes" tout comme d'autres qui adhèrent à la *doxa* dominante. Que la mondialisation demeure en l'occurrence un facteur important, c'est évident. Mais elle est loin d'en former l'unique cause, ni même l'un des principes déterminants. Elle constitue surtout un facteur qui contribue à l'accélération de certaines des évolutions qui avaient déjà marqué le fonctionnement des sociétés modernes, et ceci bien avant l'essor de la globalisation et des processus qui lui sont liés. La mondialisation forme un fait qui aggrave les implications de causes qui siégeaient déjà dans les sociétés (elles-mêmes, et alors que celles-ci s'inscrivaient toujours dans le cadre politique et institutionnel de l'État nation). Ainsi, ce qui relève directement de la société l'emporte sur les mécanismes économiques ou financiers issus du couple "mondialisation/globalisation". Et c'est bien dans les transformations endogènes des sociétés qu'il faut lire les mutations qui désormais concernent les divers modes de régulations sociales et les rapports qu'ils exercent à l'entreprise (ou à d'autres domaines).

Une réalité déjà ancienne : des sociétés éclatées

Aujourd'hui, la notion de « sociétés en réseaux » (Castells, 1998) traduit souvent les mutations en cours. Pourtant bien avant la notion de « société en réseaux », certains travaux évoquaient déjà l'existence de changements sociaux d'ampleur qui allaient modifier les modes de régulations (dominants). Pour Niklas Luhmann par exemple, l'histoire des sociétés montre le passage d'un ordre hiérarchisé et global à un ordre aléatoire constitué de sphères spécialisées, spécifiques et autonomes et qui s'éloigne des anciennes modalités liées à la centralisation (ou à la mise en forme toujours plus poussée du principe d'intégration). Le monde devient de plus en plus diversifié. Les sociétés de plus en plus composites, segmentées, différenciées. La réflexion du sociologue allemand connote certes des processus de changement social qui peuvent se décrire en termes de « longue durée historique » (Luhmann, 1982)¹⁵. Elle revêt toutefois un intérêt

¹⁴ Ce qui rend naturellement problématique la proposition de certains dirigeants politiques visant à faire de l'U.E., une fédération d'États nations.

¹⁵ À propos de Luhmann, voir aussi le numéro récent que la revue: « *Politix* » (n° 55) lui a consacré.

plus immédiat et renouvelé dès lors qu'on la réfère à des sociétés postindustrielles ou à des régulations post-fordiennes. Au sein de celles-ci, les mécanismes évoqués par Luhmann connaissent une croissance accélérée voire exponentielle. Ainsi, l'évolution des sociétés modernes vers plus de différenciation contredit les modes d'unification (et d'intégration) qui spécifiaient certaines des fonctions de l'État providence ou de l'État nation.

La crise des médiations politiques

L'existence de sociétés toujours plus segmentées produit en effet un impact très fort sur les ressorts de la puissance publique. Les rationalités (politiques) qui avaient fortement marqué l'univers démocratique de l'après-guerre perdent de leur substance et de leur efficacité. Qu'elles relèvent des partis ou de l'État, qu'elles se nomment «rationalité conjoncturelle» ou «rationalité structurelle»¹⁶, elles impliquaient des domaines étendus. L'action qui en découlait ne se limitait pas à la codification des attentes et des demandes sociales portées par les mobilisations collectives. Dans le champ politique, elle les organisait, les ordonnait, les hiérarchisait en vue de leur donner une cohérence programmatique (le programme des partis) ou une cohérence budgétaire dans l'action gouvernementale. La gestion de la société laissait ainsi une large place à la régulation politique et à l'action du législateur. Or, c'est bien ce modèle d'action politique qui est aujourd'hui profondément affecté par les métamorphoses des sociétés modernes. En effet, les diverses rationalités politiques qui avaient fait la preuve de leur efficacité étaient d'autant plus actives qu'elles agissaient dans un cadre centralisé et qu'elles donnaient lieu à des configurations institutionnelles fortement intégratrices. Au niveau de l'économie par exemple, les rationalités politiques d'hier s'appuyaient sur l'existence d'une sorte de "bloc social" liant dans beaucoup de pays européens, les syndicats et les entreprises au pouvoir politique (Groux, 1998)¹⁷.

5. L'opinion, les partenaires sociaux européens et le principe de subsidiarité

Naturellement les divers traits qui déterminent l'impact des régulations autonomes ne sauraient dépendre de la seule évolution des grandes instances politiques ou des tendances globales qui entraîne, dans les sociétés contemporaines, un procès singulier : un procès de "décomposition-recomposition" qui touche en profondeur les régulations les plus anciennes.

L'action des régulations autonomes au sein même des régulations sociales d'ensemble s'inscrit dans l'expérience des pays de l'U.E.. Elle est d'autant plus forte qu'elle renvoie à des domaines très divers : à l'opinion qui y adhère souvent ; au jeu des relations professionnelles qui s'en inspire ; et enfin à l'un des principes constitutifs de l'Union – le principe de subsidiarité – qui contribue à la légitimer.

¹⁶ Nous empruntons ici au vocabulaire et aux analyses de Claus Offe (1987). Voir aussi Lehmann (1977).

¹⁷ La notion de "bloc social" recoupe à l'évidence d'autres thèmes présents dans la théorie des relations professionnelles qu'il s'agisse du "tripartisme" ou sur un plan différent du "corporatisme". Sur ces thèmes et leur rapport à l'entreprise, voir notamment : Lange (1984) ; Cox, Sullivan, 1988. Cf. aussi plus loin.

L'opinion publique

Un constat doit être fait. La crise des régulations politiques et la montée des régulations autonomes interviennent avec force dans un registre important de l'univers démocratique qui constitue l'un des traits essentiels des sociétés modernes : l'opinion. En témoigne à sa manière l'évolution de l'opinion publique française en l'occurrence d'autant plus significative qu'elle était parmi les opinions publiques européennes l'une de celles qui restaient dans le Rasse très attachées au rôle de l'État et aux régulations qui en découlaient¹⁸.

D'une manière générale, on sait l'importance de l'opinion publique dès lors que l'on se penche sur la question de l'exercice du pouvoir ou de l'état des sociétés. Aujourd'hui, l'opinion n'est pas seulement marquée par les grandes mutations sociales ou politiques. Elle les marque et les suscite à sa manière. En d'autres termes, elle façonne à divers degrés les évolutions de la démocratie mais aussi des pratiques de gouvernement. Certains parlent à juste titre de démocratie d'opinion qui prendrait plus de poids face aux formes traditionnelles de la démocratie représentative.

L'opinion est encore un fait important dès lors que l'on s'attache à l'analyse des régulations sociales. Elle donne à celles-ci une part de leur légitimité publique. Certes, les données d'enquêtes ne sont pas toujours d'un traitement aisé. Elles sont parfois dispersées voire, d'un thème à l'autre, contradictoires. Ici les croyances de l'opinion issues de représentations symboliques et traditionnelles qui ont longtemps dominé au sein de la société, se heurtent parfois à de nouvelles visions sociales qui s'opposent aux premières sans pour autant les (re)nier¹⁹. Reste que les modes d'intervention politique qui induisaient hier les régulations dominantes, sont de plus en plus réfutés alors que progressent des opinions et des valeurs qui ne contredisent nullement celles du libéralisme quand elles n'en relèvent pas purement et simplement. C'est ce que montrent certains sondages qui se répètent à intervalles réguliers sur une durée importante – plus de quinze ans –, et notamment les plus récents d'entre eux²⁰.

En mai 2001, les notions de concurrence (économique), de libre-échange, de flexibilité et de libéralisme étaient ainsi largement approuvées par les Français. Respectivement, elles recueillaient 77 %, 73 %, 62 % et 55 % d'avis positifs ; à leur

¹⁸ Outre le caractère particulièrement significatif de l'évolution de l'opinion publique française quant aux questions posées ici, d'autres raisons justifient que nous nous cantonnions à celle-ci dans le cadre de ce texte. Plus encore que le nombre de pages qui nous est imparti, il existe en effet des raisons méthodologiques qui doivent être prises en considération dès lors que l'on considère des enquêtes par panels, s'étendant sur des durées assez longues et qui ne répondent pas toujours -de pays à pays- à des critères cohérents de définition ou de traitement des questionnaires. Reste qu'à l'évidence, les évolutions de l'opinion publique française se retrouvent ailleurs dans d'autres pays européens, et parfois avec plus de force encore.

¹⁹ Voir à ce sujet l'enquête organisée par le Cevipof en 1997 et qui montrait l'ambivalence de la manière dont les rapports entre l'État et le marché étaient perçus par l'opinion (Groux, 2000).

²⁰ Cf. « *Les références idéologiques des Français* », enquête SOFRes, mai 2001. Source: Fiche technique établie en mai 2001. Précisons que les enquêtes de la SOFRes organisées régulièrement sur ce thème, ont pris effet à compter de 1987.

égard, les avis négatifs restaient minoritaires allant de 16 à 28 %. En revanche, les divers attributs qui marquaient dans le passé les formes les plus vives de l'intervention de l'État faisaient l'objet d'un rejet réel. Le "dirigisme" (étatique) n'était approuvé que par 20 % des avis (62 % s'y opposant) ; le protectionnisme n'était positif que pour 36 % des interrogés (480 % le dénonçant) ; quant à l'adhésion aux nationalisations, elle ne concernait que 40 % des avis (contre : 45 %).

Les idéologies qui dans le passé avaient souvent contribué à la légitimation poussée de l'État comme instance d'imposition, de pouvoir, d'intervention et de régulation deviennent toujours plus minoritaires. 21 % des Français estiment que le communisme représente encore un fait positif, le pourcentage de ceux qui le rejettent ostensiblement étant de 63 %. Mais plus que les forces politiques en présence, c'est surtout la philosophie qui sous-tendait l'action partisane en faveur d'un État occupant une position centrale au sein des régulations sociales, qui se trouve fortement contestée. L'idée de marxisme souvent dominante dans les débats d'hier semble avoir perdu tout crédit (théorique ou politique). Dans l'opinion des Français, elle se trouve totalement marginalisée voire "résidualisée" (7 % d'avis positifs contre 74 %).

Au total, les forces politiques qui attirent le plus d'avis positifs sont celles qui ont su exprimer dans l'espace public une position souvent critique à l'égard des formes habituelles de l'intervention de l'État (le nucléaire, l'aménagement du territoire, etc.) et incarner ainsi certaines aspirations de la "société civile". C'est ce qu'ont fait les "Verts" en France, durant les vingt dernières années. Ils en recueillent aujourd'hui les fruits parmi les Français puisque 69 % d'entre eux leur sont favorables (contre : 21 %).

Des relations professionnelles au principe de subsidiarité

Par-delà l'opinion et l'influence qu'elle exerce aujourd'hui sur les "façons de gouverner" (mais aussi de réguler), la prégnance des régulations autonomes dans les pays de l'U.E. renvoie à d'autres phénomènes comme les orientations qui se définissent au sein des relations professionnelles. Certes, l'Europe sociale est encore balbutiante. Le patronat européen organisé dans l'UNICE²¹ est rétif face à une définition trop formelle des champs et conventions liés à la négociation collective, même si celle-ci s'inscrit dans un cadre où l'autonomie contractuelle des acteurs peut être assurée²². Restent des initiatives importantes qui proviennent des instances communautaires ou du syndicalisme européen organisé dans la CES (Confédération européenne des syndicats)²³. Dès le début des années quatre-vingt-dix, l'avenant social du "Traité de Maastricht" prévoyait déjà de donner plus de poids aux interventions directes des partenaires sociaux. Il s'agissait de faire en sorte qu'ils puissent disposer d'une autonomie accrue non seulement dans leur rapport à la

²¹ Union des industries de la Communauté européenne.

²² Fait peu connu de l'opinion. Parmi les patronats européens, c'est le patronat français représenté par le MEDEF qui est l'un de ceux qui s'active le plus en faveur de l'institutionnalisation d'espaces au sein desquels pourraient intervenir sur un mode contractuel voire réglementaire les partenaires sociaux européens.

²³ Sur les points développés ici, cf. Goetschy (1991), Gobin (1997).

Commission mais aussi en matière de négociations collectives et d'accords contractuels. En outre, la mise en œuvre des Comités de groupe européens n'a pas pour seul effet l'institution de l'acteur syndical à l'intérieur des firmes. Elle a aussi pour conséquence d'habiliter l'entreprise en tant que lieu de concertation paritaire et de la légitimer au sein des relations professionnelles européennes. Ainsi, "le niveau local" prend de plus en plus de consistance au sein des relations sociales qui s'édifient dans l'U.E..

Dans ce contexte, les orientations de la CES sont dépourvues d'ambiguïtés. Par ses positions officielles comme par les votes majoritaires qui marquent ses congrès, la centrale européenne affirme de façon indéniable son attachement à la primauté de la négociation et de l'accord sur la loi (ou sur les directives émises à Bruxelles). Ici, tout se passe comme si le pouvoir contractuel se définissait à terme comme un réel contrepoids face aux pouvoirs communautaires siégeant au sein de l'U.E.. Ou encore comme si la négociation directe et les régulations autonomes qui en découlent, devaient toujours mieux s'affirmer au sein de l'Europe sociale. Au-delà des positions et des principes qu'elle défend dans l'espace public européen, la CES ancre sa démarche dans des actions très concrètes. Elle milite afin que les pratiques d'accords interprofessionnels au niveau européen puissent s'intensifier et que les grands accords déjà conclus sur le congé parental (1996) ou le travail à temps partiel (1997) soient suivis de beaucoup d'autres. La même volonté se retrouve pour ce qui est des accords sectoriels²⁴. Surtout, les efforts de la centrale portent désormais sur la négociation d'entreprise. La CES répond ainsi au contexte présent et à la tendance au développement de la négociation locale mais elle le fait avec une détermination très particulière. Elle vise à instituer le Comité de groupe comme un lieu authentique de négociation et de production d'accords collectifs alors que les prérogatives actuelles de celui-ci le cantonnent à des domaines qui relèvent de l'information et de la concertation (*cf. supra*). À cette fin, la CES a d'ores et déjà fait des propositions tendant à définir des procédures pouvant servir d'assise à la mise en œuvre de la négociation d'entreprise (européenne). En outre, elle s'attache à étendre le champ de la négociation locale en revendiquant auprès du patronat et de la Commission, l'abaissement des seuils d'effectifs à partir desquels l'application des mesures relatives au Comité de groupe et à la représentation des salariés pourraient prendre effet.

Initiée par les partenaires sociaux, la promotion des régulations autonomes face aux régulations juridiques et politiques issues de la "Commission" semble indéniable. Et elle l'est d'autant plus qu'elle trouve une certaine légitimité grâce à l'un des traits constitutifs de la construction européenne – qui ne va pas d'ailleurs sans renvoyer lui-même à l'histoire sociale de certaines des grandes nations appartenant aujourd'hui à l'U.E.. Le principe de subsidiarité forme en effet l'un des principes majeurs de la constitution politique et sociale de l'Europe. Il trouve sa source dans l'histoire du mouvement ouvrier et plus particulièrement dans l'histoire du catholicisme social même si, aujourd'hui, il est souvent repris par beaucoup de syndicats, étrangers à la tradition catholique et proches du mouvement social-

²⁴ Il existe en effet des conventions sectorielles signées entre les employeurs et les syndicats. Elles concernent des secteurs très différents notamment les industries de la chaussure, le textile, le nettoyage industriel, etc. Dans le secteur agricole, un accord signé en 1997 couvre la durée et les conditions de travail, la formation des salariés, les nouveaux gisements d'emplois et la répression du travail clandestin.

démocrate. À l'origine, à la fin du XIXe siècle, le principe de subsidiarité s'incarne plutôt dans une notion particulière : la notion de corporatisme²⁵. Il s'agit d'organiser au niveau des branches d'activité ou au niveau national, entre les syndicats de salariés et d'employeurs, une coopération dont le but était de produire en toute autonomie des règles professionnelles et ainsi d'éviter la présence ou l'essor d'un pouvoir politique particulièrement puissant (dans le domaine des régulations sociales).

Dans l'esprit comme dans la lettre, le principe de subsidiarité insiste toujours sur les initiatives provenant de la base face à d'autres initiatives plus centralisées. Au fond, le principe de subsidiarité milite – autant que faire se peut – en faveur d'une présence importante des régulations autonomes au sein de la régulation sociale. Même s'il n'exclut nullement l'existence d'autres modes de régulations, son existence suppose que l'autonomie des acteurs et des partenaires sociaux constitue un référentiel de premier ordre dans le domaine de l'action collective. Ruse de l'histoire ? Longtemps le catholicisme social fut opposé au capitalisme de type libéral. Aujourd'hui tout se passe comme si sans se confondre ni s'associer, les valeurs libérales et celles liées au principe de subsidiarité œuvraient communément ou de façon séparée en faveur d'une influence toujours plus grande des régulations autonomes face aux régulations politiques.

6. Pour conclure : Régulations autonomes et démocratie sociale

En résumé, un fait marque aujourd'hui l'existence et l'impact des régulations autonomes dans le domaine des relations professionnelles au sein de l'U.E.. Leur prégnance ne peut être cantonnée, limitée ou réduite aux seules stratégies économiques d'acteurs qui se définissent au stade de l'entreprise. Elle est d'autant plus vive qu'elle se situe bien au-delà de celle-ci, même si elle y revient avec force. Elle renvoie à des effets de contextes, de contextes culturels ou de contextes institutionnels qui débordent le domaine économique et se réfèrent amplement aux représentations symboliques ou aux opinions qui jalonnent l'espace public européen. Ainsi la légitimité des régulations autonomes ne peut être ramenée à la seule rationalité économique et aux calculs stratégiques qui en découlent. Elle relève de faits – l'opinion, les institutions collectives ou paritaires et certains systèmes de valeurs – qui touchent au domaine symbolique et qui plus que les critères d'efficacité économique, la conforte et l'ancre plus encore au sein des échanges sociaux qui marquent l'Union.

Par-delà les contextes qui procèdent à leur légitimation, les régulations autonomes renvoient enfin à la question de la construction politique de l'Europe. De la même façon qu'on ne saurait les cantonner aux seules stratégies et calculs propres

²⁵ Naturellement, la notion de corporatisme sera l'objet de dévoiements de la part de régimes fascistes ou autoritaires (mussolinisme, franquisme, salazarisme voire "Vichy") qui s'en saisiront non pas pour maintenir l'État le plus à l'écart des règles du jeu social mais bien au contraire pour conforter sa puissance, en faire un État fort imposant son ordre et ses régulations aux partenaires sociaux, aux salariés et aux entreprises. Pour une analyse des formes de corporatismes dans la période de l'après-guerre et dans les systèmes démocratiques, voir Segrestin (1985).

à l'entreprise, on ne saurait les réduire aux seuls contextes culturels et institutionnels qui produisent leur légitimité, ni aux contextes sociaux qu'elles marquent de leur empreinte. Les régulations autonomes connotent la question du "politique" parce qu'elles l'interpellent du point de vue de l'idée démocratique²⁶. En effet, leur mise en œuvre de plus en plus massive implique de nouvelles pratiques sociales qui ne se confondent plus nécessairement aux registres habituels de la démocratie représentative liée à la représentation politique ou au rôle du législateur. Les régulations autonomes génèrent plutôt des pratiques sociales de "nature intermédiaire" à l'égard desquelles certains évoquent la notion de démocratie sociale, – une démocratie sociale qui s'étendrait tout en coexistant avec les formes les plus classiques de la démocratie représentative. Le débat est vaste, trop vaste pour être traité ici-même²⁷.

Reste dès lors une question déjà posée dès l'introduction de ce texte et qui concerne toujours le domaine du "politique". Répétons-le : la dépréciation des modes d'intégration qui caractérisaient dans le passé les États de l'U.E. se poursuit avec force, alors que l'élargissement de, l'Union aux pays de l'Europe centrale implique la mise en œuvre de politiques d'intégration plus affirmées. Schismes d'échelles, schismes de contenus, schismes de pratiques ? Quoi qu'il en soit, un fait demeure : la réforme des institutions politiques de l'U.E. en vue de l'intégration en son sein d'autres États, ne peut faire l'impasse sur les nouvelles formes de régulations et de démocratie qui touchent aujourd'hui les pays de l'Union. En effet, régulations, représentations démocratiques, intégration et 'élargissement' forment autant de paradigmes toujours plus liés, aujourd'hui.

Guy GROUX
CNRS

Références:

ALBERT (M.), *Capitalisme contre capitalisme*, Paris, Seuil, Collection : L'histoire immédiate, 1991.

BALME (P.), CHABANET (D.), WRIGHT (V.), *L'action collective en Europe. Collective Action in Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

BARISI (G.), « Le débat politique et social sur la durée du travail en Italie, ou : le guépard est toujours là. », in : GROUX (G.), éd., *L'action publique négociée. Approches à partir des « 35 heures »*. France-Europe, Paris, L'Harmattan, Collection : « Logiques politiques », 2001.

BERTHO (A.), *Contre l'État, la politique*, Paris, La Dispute, 1999.

BOULIN (J. Y.), CETTE (G.), « Les politiques du temps de travail en Europe », *Futuribles*, décembre 1998.

²⁶ Sur un autre plan explicatif, cf. Rosanvallon (2000).

²⁷ Ailleurs, c'est aussi le débat récemment lancé en France au sujet de la "Refondation sociale".

CASTELLS (M.), *L'ère de l'information*, tome 1 : *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1998.

CETTE (G.), « Intervention publique et négociation collective. Le cas de la réduction du temps de travail en Europe », *Futuribles*, février 2000.

COX (A.), O'SULLIVAN (N.), éd. *The Corporate State. Corporatism and the State Tradition in Western Europe*, Aldershot, Edward Elgar, 1988.

DURAN (P.), *Penser l'action publique*, Paris, LGDJ, Maison des Sciences de l'Homme, 1999.

FREYSSINET (J.), *Le temps de travail en miettes. Vingt ans de politiques publiques et de négociations collectives*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

GOBIN (C.), *L'Europe syndicale*, Bruxelles, Éditions Labor, 1997.

GOETSCHY (J.), « Les acteurs européens du social à la veille de 1993 : poids et mesure », *Politique et management publics*, Volume 9, n° 3, septembre 1991.

GROUX (G.), « From the Cold War to the Present Day : Labour Unions and the Crisis of "Models" », in : CHAFER (T.), JENKINS (B.), éd., *France. From the Cold War to the New World Order*, London, New York, Mac Millan Press, 1996.

GROUX (G.), «Negotiation, State Ownership and Privatisation : The Changing Role of the Trade Unions », in : CRAWSHAW (R.), *al.*, *The European Business Environment. France*, London, Boston, International Thomson Business Press, 1997.

GROUX (G.), MOURIAUX (R.), PERNOT (J.-M.), « The Europeanisation of the Trade Union Movement: the European Trade Union Confederation" in : GABAGLIO (E.), HOFFMANN (R.), éd. *The ETUC in the Mirror of Industrial Relations Research*, Brussels, European Trade Union Institute, ETUI Publ., 1998.

GROUX (G.), *Vers un renouveau du conflit social ?*, Paris, Bayard Editions, 1998.

GROUX (G.), éd., « L'emploi et l'entreprise : nouvelles règles, nouvelles normes », *Droit et Société*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence (L.G.D.J.), 41, 1999, Paris.

GROUX (G.), « Culture protestataire et opinion publique: un lien ambigu », in : BRÉCHON (P.), LAURENT (A.), PERRINEAU (P.), éd. *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de sciences Po, 2000.

GROUX (G.), «Historical Landmarks and Recent Trends in Labor Relations and Union Strategies in France : from a Law and Wage Centered Rationale to a Decision-Making Paradigm ? », in : BORREL (M.), éd., *Postwar Trends in the Evolution of American and French Industrial Societies*, Berkeley, University of California at Berkeley, UCB Publ., International and Area Studies, à paraître.

HYMAN (R.), «Union Identities and Ideologies in Europe », in : PASTURE (P.), VERBERCKMOES (J.), WITTE (H., de), éds, *The Lost Perspective ~ Trade Unions between Ideology and Social Action in the New Europe : Significance of Ideology in European Trade Unionism*, Aldershot, Avebury, 1996.

KLANDERMANS (B.), «The Formation and Mobilization of Consensus », in : KLANDERMANS (B.), KRIESI (H.), TARROW (S.), éds, *International Social Movement Research. From Structure to Action ; Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Volume 1, Greenwich, Londres, JAI Press Inc., 1988.

LALLEMENT (M.), *Les gouvernances de l'emploi. Relations professionnelles et marché du travail en France et en Allemagne*, Paris, Desclée de Brouwer, 1999.

LALLEMENT (M.), « Régulation et rationalisation », in : *La théorie de la régulation sociale. Apports et limites*, Actes de colloque, Paris, Conservatoire national des Arts et Métiers, CNAM, 2001.

LANE (C.), *Management and Labour in Europe*, Aldershot, Edward Elgar, 1989.

LANGE (P.), «Unions, Workers and Wage Regulation: The Rational Bases of Consent », in: GOLDTHORPE (J. P.), *Order and Conflict in Contemporary Capitalism*, Oxford, Clarendon Press, 1984.

LASH (S.), URRY (J.), *The End of Organised Capitalism*, Madison, University of Wisconsin Press, 1987.

LEHMBRUCH (G.), «Liberal Corporatism and Party Government », *Comparative Political Studies*, Volume 10, 1977.

LUHMANN (N.), *The Differentiation of Society*, New York, Columbia University Press, 1982.

MULLER (P.), *Les politiques publiques*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1990.

MULLER (P.), « L'approche cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue française de science politique*, Volume 50, 2, 2000.

OFFE (C.), *Disorganized Capitalism. Contemporary Transformations of Work and Politics*, Cambridge, Polity Press, 1985.

OFFE (C.), « Challenging the Boundaries of Institutional Politics : Social Movement since the 1960s », in : MAIER Ch., éd., *Changing Boundaries of the Political*, Cambridge University Press, 1987.

OFFE (C.), « Democracy Against the Welfare State ? Structural Foundations of Neoconservative Political Opportunities », *Political theory*, November 1987.

PIZZORNO (A.), « Political Exchange and Collective Identity », in : CROUCH (C.), PIZZORNO (A.), éds, *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, Tome 2, Londres, Mac Millan, 1978.

REYNAUD (J.O.), « Tout le pouvoir au peuple ou De la polyarchie à la pléistocratie », in : Coll., *Une nouvelle civilisation. Hommage à Georges Friedmann*, Paris, Gallimard, 1973.

REYNAUD (J.O.), *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin, 1989.

REYNAUD (J.O.), « Création de règles et régulation sociale », in : GROUX (G.), éd., *L'action publique négociée. Approches à partir des «35 heures»*. France-Europe, Paris, L'Harmattan, Collection : « Logiques politiques », 2001.

ROSANVALLON (P.), *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2000.

SLOMP (H.), *Les relations professionnelles en Europe*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, (traduction de Hugues BLASSEL).

SEGRESTIN (O.), *Le phénomène corporatiste. Essai sur l'avenir des systèmes professionnels fermés en France*, Paris, Fondation Saint-Simon, Fayard, 1985.